

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 62 (1944)
Heft: 3

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 03.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bern
Mittwoch 5. Januar
1944

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Berne
Mercredi, 5 janvier
1944

Feuille officielle suisse du commerce · Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint täglich,
ausgenommen an Sonn- und Feiertagen

62. Jahrgang — 62^{me} année

Paraît tous les jours,
le dimanche et les jours de fête exceptés

N° 3

Redaktion und Administration:
Effingerstrasse 3 in Bern. Telefon Nr. (031) 21660

Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden — Gef. Abonnements-
beträge nicht an oblige Adresse, sondern am Postschalter einzahlen —
Abonnementpreis für GRAE (ohne Beilagen): Schweiz: jährlich Fr. 22.30,
halbjährlich Fr. 12.50, vierteljährlich Fr. 6.30, zwei Monate Fr. 4.50, ein Monat
Fr. 2.50 — Ausland: Zuschlag des Portos — Preis der Einzelnummer 25 Rp.
Annoncen-Regie: Publicitas AG. — Insertionsstarif: 20 Rp. die ein-
spaltige Millimeterzeile oder deren Raum; Ausland 25 Rappen — Jahres-
abonnementspreis für „Die Volkswirtschaft“: Fr. 8.30.

Rédaction et Administration:
Effingerstrasse 3, à Berne, Téléphone n° (031) 21660

En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste — Prière
de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus,
mais au guichet de la poste — Prix d'abonnement pour la FOSC. (sans
suppléments): Suisse: un an 22 fr. 30; un semestre 12 fr. 50; un trimestre
6 fr. 30; deux mois 4 fr. 50; un mois 2 fr. 50 — Etranger: Frais de port en
plus — Prix du numéro 25 cts — Régie des annonces: Publicitas S.A. —
Tarif d'insertion: 20 cts la ligne de colonne d'un mm ou son espace;
étranger 25 cts — Prix d'abonnement annuel à „La Vie économique“ ou
à „La Vita economica“: 8 fr. 30.

N° 3

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amttlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. Faillites et concordats. Fallimenti e concordati.
Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio.
Fabrik- und Handelsmarken. Marques de fabrique et de commerce. Marche di fabbrica
e di commercio 105893—105912.
Bilanzen. Bilans. Bilanci.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Mitteilung und siebzehnte Zusatzvereinbarung zu dem deutsch-schweizerischen Abkommen
über den gegenseitigen Warenverkehr. Communiqué et dix-septième avenant à la
convention de commerce germano-suisse.
Nicaragua: Einfuhr und Zahlungsverkehr.
Verfügung Nr. 204 A/44 der Preiskontrollstelle des EVD über die Kalkulation im Schrein-
gewerbe. Prescriptions n° 204 A/44 du Service du contrôle des prix du DEP concernant
le calcul des prix pour la menuiserie. Prescrizione N. 204 A/44 dell'Ufficio di con-
trollo dei prezzi del DEP concernente il calcolo dei prezzi per i lavori da falegname.
Schweizerische Nationalbank, Ausweis. Banque nationale suisse, situation hebdomadaire.

Amttlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Ouvertures de faillites

(LP. 231, 232) (U.T. féd. du 23 avril 1920, art. 29, 128)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités
à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications
à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original
ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des
intérêts de toute créance non garantie par gage (LP. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs
créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le
capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans ins-
cription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits
à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de
preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui
n'auraient pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'im-
meuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également,
produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.
Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai
fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque
titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour
les productions, tous droits réservés, faute de quoi ils encourront les peines prévues par
la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par
une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office
dans le même délai. Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit
d'assister aux assemblées de créanciers.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (5)
Failli: Comptoir de lignite SIBEF, S.A., Place Cornavin 18, à
Genève.

Date de l'ouverture de la faillite: 17 décembre 1943.
Première assemblée des créanciers: lundi 10 janvier 1944, à 10 heures,
salle des assemblées de faillites, Taconnerie 7, Genève.
Délai pour les productions: 4 février 1944.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (6)
Failli: L'Eplattenier Pierre-Charles, représentations commer-
ciales, Route de Frontenex 55, à Genève.

Date de l'ouverture de la faillite: 18 décembre 1943.
Liquidation sommaire, article 231 LP: 28 décembre 1943.
Délai pour les productions: 25 janvier 1944.

Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation

(SchKG 230.) (L. P. 230.)

Falls nicht binnen zehn Tagen ein
Gläubiger die Durchführung des Konkurs-
verfahrens begehrt und für die Kosten
hinreichende Sicherheit leistet, wird das
Verfahren geschlossen.

La faillite sera clôturée faute par les
créanciers de réclamer dans les dix jours
l'application de la procédure en matière
de faillite et d'en avancer les frais.

Kt. Zürich Konkursamt Schwamendingen-Zürich (3)

Ueber die Beta-Film AG., mit Sitz in Zürich 11-Seebach,
Alte Rümlangstrasse 59, ist durch Verfügung des Konkursrichters des
Bezirksgerichtes Zürich vom 17. Dezember 1943 der Konkurs eröffnet, das
Verfahren aber mit Verfügung des nämlichen Richters vom 29. Dezember
1943 mangels Aktiven wieder eingestellt worden.

Falls nicht ein Gläubiger bis zum 15. Januar 1944 die Durchführung
des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten desselben einen Vor-
schuss von Fr. 500 leistet (Nachbezugsrecht vorbehalten), wird das Ver-
fahren als geschlossen erklärt.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(SchKG. 249—251) (LP. 249—251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte
Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft,
falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem
Konkursgericht angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié
passe en force, s'il n'est attaqué dans les
dix jours par une action intentée devant
le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Bern Konkursamt Signau in Langnau (18)

Auflage des Kollokationsplanes mit Lastenverzeichnis und Inventar
Im Konkurs über Wyss Hans, Bäckerei und Handlung, Oberei,
Röthenbach, liegen Kollokationsplan, Lastenverzeichnis und Inventar den
beteiligten Gläubigern beim obgenannten Konkursamt zur Einsicht auf.
Klagen auf Anfechtung sind innert 10 Tagen, von der Bekanntmachung an,
gerichtlich anhängig zu machen, widrigenfalls sie als anerkannt betrachtet
würden.

Ct. de Vaud Office des faillites, Lausanne (4)

Failli: Raffinage S.A., à Lausanne.
Date du dépôt: 5 janvier 1944.
Délai pour intenter action en opposition: 15 janvier 1944; sinon, l'état de
collocation sera considéré comme accepté.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (7)
Rectification d'état de collocation

Failli: Bouché Marcel, relieur, Rue du Commerce 5, à Genève.
L'état de collocation des créanciers de la faillite susindiquée rectifié ensuite
d'admissions ultérieures peut être consulté à l'office précité. Les actions
en contestation de l'état de collocation doivent être introduites dans les
dix jours à dater de cette publication; sinon, l'état de collocation sera
considéré comme accepté.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (8)

Failli: Khavchanian Georges, exploitant la Droguerie de Florissant,
Route de Florissant 51, à Genève.

L'état de collocation des créanciers de la faillite susindiquée peut être
consulté à l'office précité. Les actions en contestation de l'état de collo-
cation doivent être introduites dans les dix jours à dater de cette publi-
cation; sinon, l'état de collocation sera considéré comme accepté.

Est également déposé l'inventaire contenant la liste des revendications et
les objets de stricte nécessité. Les recours et demandes de cession
doivent être déposés dans le même délai de 10 jours.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (9)

Failli: Société des Gravières de Chanzy S.A., en liquidation,
ayant son siège à Genève.

L'état de collocation des créanciers de la faillite susindiquée peut être con-
sulté à l'office précité. Les actions en contestation de l'état de collocation
doivent être introduites dans les dix jours à dater de cette publication;
sinon, l'état de collocation sera considéré comme accepté.

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite

(SchKG. 268) (LP. 268)

Kt. Zürich Konkursamt, Riesbach-Zürich (10/11)

Gemeinschuldner:
1. Friedli Ernst, sen., Bureauartikel, Höschgasse 29, Zürich 8, und
2. Bolliger Werner R., Handel in chemischen Produkten und
Rohstoffen, Seefeldstrasse 239, Zürich 8.
Datum der Schlussverfügungen: 24. Dezember 1943.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Nachlassstundung und Aufruf zur Forderungseingabe

(SchKG 295, 296, 300.)

Sursis concordataire et appel aux créanciers

(L. P. 295, 296, 300.)

Den nachbenannten Schuldern ist eine
Nachlassstundung bewilligt worden.
Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre
Forderungen in der Eingabefrist beim Sach-
walter einzulegen, unter der Androhung,
dass sie im Unterlassungsfall bei den
Verhandlungen über den Nachlassvertrag
nicht stimmberechtigt wären.

Les débiteurs ci-après ont obtenu un
sursis concordataire.
Les créanciers sont invités à produire
leurs créances auprès du commissaire dans
le délai fixé pour les productions, sous
peine d'être exclus des délibérations rela-
tives au concordat.

Moratoria pel concordato e invito al creditor d'insinuare i loro crediti

(L. E. F. 295, 296, 300.)

I debitori qui sotto nominati hanno ottenuto una moratoria.
I creditori sono invitati ad insinuare i loro crediti presso il commissario nel termine
stabilito per le insinuazioni, sotto la minatoria che in caso di omissione non
avranno diritto di voto nelle deliberazioni sul concordato.

Kt. Bern Konkurskreis Biel (21)

Schuldner: Erben des am 16. Februar 1943 in Biel verstorbenen
Ruprecht Friedrich, gewesener Spenglermeister in Biel,
nämlich:
Frau Hedwig Ruprecht, geb. Steinmann, in Biel, und
Hansruedi und Käthi Ruprecht, in Biel.

Datum der Stundungsbewilligung durch Verfügung des Gerichtspräsidenten von Biel: 14. Dezember 1943.

Dauer der Stundung: 2 Monate.

Sachwalter: W. Bögli, Notar, Biel.

Eingabefrist: bis 15. Januar 1944. Die Gläubiger und Bürgschaftsansprecher werden hiernit aufgefordert, ihre Forderungen und Ansprachen beim Sachwalter anzumelden.

Gläubigerversammlung: Donnerstag, 10. Februar 1944, nachmittags 3 Uhr, im Restaurant Schöngren in Biel-Madretsch.

Aktenaufgabe: während 10 Tagen vorher, beim Sachwalter.

Kt. Bern *Konkurskreis Schwarzenburg* (17)
Verschiebung der Gläubigerversammlung

Gemäss Publikation vom 20. Oktober 1943 im Schweizerischen Handelsamtsblatt in Saenen Nachlassstundung Binggeli Robert, Sohn, Polstermöbel, Schwarzenburg, ist die Gläubigerversammlung angesetzt auf Montag den 10. Januar 1944, nachmittags 2 Uhr, im Bureau des Sachwalters. Diese Gläubigerversammlung wird auf unbestimmte Zeit verschoben; der Zeitpunkt wird später durch Publikation bekanntgegeben.

Schwarzenburg, den 4. Januar 1944.

Der Sachwalter:

A. Rawlyer, Notar.

Ct. Ticino *Circondario di Lugano* (15)
Debitrice: Minarosa S.A., Lugano.

Decreto di moratoria della Pretura di Lugano-Città: 14 dicembre 1943.

Durata della moratoria: 2 mesi dalla presente pubblicazione sul Foglio ufficiale svizzero di commercio.

Commissario: Rag. Carlo Viscardi, Lugano, Via Canova 7.

Termine della notifica dei crediti: entro il 25 gennaio 1944.

Adunanza dei creditori: 19 febbraio 1944, alle ore 10, nello studio del commissario, Lugano, Via Canova 7 (Palazzo Basilese).

Esame degli atti: dal 9 febbraio 1944, presso il commissario.

Nachlassstundungsgesuch — Demande de sursis concordataire

(SchKG 293.) (L. P. 293.)

Kt. Bern *Richteramt Interlaken* (13)

Brunner Adolf, Hotelier zum Hôtel des Alpes in Beatenberg, hat beim Richteramt Interlaken ein Nachlassstundungsgesuch eingereicht.

Termin zur Einvernahme des Schuldners und Behandlung des Gesuches ist angesetzt auf Dienstag den 11. Januar 1944, nachmittags 2 Uhr, vor Richteramt Interlaken im Schloss daselbst.

Die Gläubiger des Gesuchstellers können ihre Einwendungen gegen die Erteilung der Stundung schriftlich bis 10. Januar 1944 beim Richteramt Interlaken oder mündlich im Termin anbringen.

Interlaken, den 3. Januar 1944.

Der Gerichtspräsident:

Streibel.

Kt. Freiburg *Amtsgericht des Seebezirks in Murten* (14)

Die Firma DUROX AG., Neuzeitliche Werkstoffe und chemische Produkte, in Murten, hat ein Nachlassstundungsgesuch eingereicht, mit einem Nachlassvorschlag von 25% (10% bei der Bestätigung und 15% ein Jahr nachher).

Zwecks Einvernahme der Gesuchstellerin und Verhandlung über das Stundungsgesuch ist Termin angesetzt auf Mittwoch den 12. Januar 1944, vormittags 10 Uhr, im Gerichtssaal in Murten.

Die Gläubiger der Gesuchstellerin können ihre Einwendung gegen die Erteilung einer Nachlassstundung nur schriftlich bis zum 11. Januar 1944 beim Gerichtspräsidenten in Murten einlegen.

Murten, 3. Januar 1944.

Der Gerichtspräsident des Seebezirks.

Notstundung — Sursis extraordinaire

(Verordnung des BR. vom 24. Januar 1941 — Ordonnance du CF. du 24 janvier 1941)

Ct. de Vaud *Tribunal de Vevey* (12)

Demande de sursis extraordinaire

Le président du Tribunal civil du district de Vevey, à vous tous créanciers, cautions et codébiteurs intéressés, d'office vous êtes convoqués à mon audience du mardi 18 janvier 1944, à 9 heures, Cour au ebantré, Rue du Simplon 22, à Vevey, pour voir statuer sur la demande de sursis extraordinaire présentée par Berger Pierre, poterie d'art, Rue des Moulins, à Vevey.

Le dossier peut être consulté au greffe du Tribunal et toute objection à la demande de sursis peut être formulée par écrit avant l'audience.

Vevey, le 3 janvier 1944.

Le vice-président: Vuillemoz.

Handelsregister — Registre du commerce — Registro di commercio

Bern — Berne — Berna

Bureau Bern

30. Dezember 1943. Lithographische Anstalt.

Bänninger A.G. (Bänninger S.A.), in Liebfeld, Gemeinde Köniz. Unter dieser Firma hat sich auf Grund der Statuten und des öffentlich beurkundeten Errichtungsaktes vom 23. Dezember 1943 eine Aktiengesellschaft gegründet. Sie bezweckt den Betrieb einer lithographischen Anstalt, unter Weiterführung und Uebernahme von Aktiven (ohne die Forderungen und Schulden) der bisher durch Jakob Bänninger, in Köniz-Liebfeld, Waldeggsstrasse 27, betriebenen lithographischen Werkstatt. Die Gesellschaft kann den Betrieb auf weitere Zweige der graphischen Branche ausdehnen und sich an andern Unternehmen dieser Branche beteiligen. Das Grundkapital von Fr. 57 000 ist eingeteilt in 114 auf den Namen lautende Aktien zu Fr. 500, 110 Aktien sind durch Sacheinlagen mit 100% = Fr. 55 000 und 4 Aktien mit 20% in bar = Fr. 400, total Fr. 55 400, liberiert. Die Gesellschaft übernimmt von Jakob Bänninger Aktiven (ohne Forderungen und Schulden) im Werte von Fr. 55 000, gemäss Sacheinlagevertrag vom 22. Dezember 1943 mit Inventar vom 23. Dezember 1943; hierfür erhält er als Sacheinleger an Zahlungen statt 110 voll liberierte Gesellschaftsaktien zu Fr. 500 ausgehändigt. Eine Uebernahme von Passiven erfolgt nicht. Die Mitteilungen erfolgen durch eingeschriebenen Brief, die Bekanntmachungen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 3 Mitgliedern. Gegenwärtig gehören ihm an: Wilhelm Kaufmann, von Elsau und Bern (BG.), in Bern, als Präsident; Jakob Bänninger, von Embrach, in Köniz-Liebfeld, als Mitglied, und Dr. Paul Held, von Weiningen (Thurgau), in Bern, als Sekretär. Jakob Bänninger führt Einzelunterschrift; die andern Mitglieder des Verwaltungsrates

zeichnen kollektiv je zu zweien. Geschäftsdomizil: Waldeggsstrasse 27, in gemieteten Räumen.

31. Dezember 1943. Damenartikel.

Anna Bieri, in Bern, Fabrikation und Vertrieb von Damenartikeln, Vertrieb von Durehschreibepapier (SHAB. Nr. 211 vom 9. September 1932, Seite 2154). Die Inhaberin ändert die Geschäftsnatur ab in: Vertrieb von Damenartikeln, und verzweigt als neues Geschäftsdomizil: Hochfeldstrasse 57.

31. Dezember 1943. Sanitäre Installationen.

Schmid & Böhlen in Liq., in Bern, sanitäre Installationen usw. (SHAB. Nr. 26 vom 2. Februar 1943, Seite 257). Diese Kollektivgesellschaft wird nach beendeter Liquidation im Handelsregister gelöscht.

31. Dezember 1943.

Buchdruckerei Tschannen & Züttel, in Bern, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 65 vom 19. März 1937, Seite 651). Die Kollektivgesellschaft ist infolge Todes des einen Gesellschafters, Robert Züttel, aufgelöst. Die Firma wird nach durchgeführter Liquidation gelöscht. Aktiven und Passiven werden durch den Gesellschafter Robert Tschannen, als Inhaber der Firma «Buchdruckerei Robert Tschannen», in Bern, übernommen.

31. Dezember 1943.

Buchdruckerei Robert Tschannen, in Bern. Inhaber der Firma ist Robert Tschannen, von Wohlen bei Bern, in Bern. Er übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Kollektivgesellschaft «Buchdruckerei Tschannen & Züttel», in Bern. Buchdruckerei. Kapellenstrasse 26.

31. Dezember 1943.

Personalfürsorgestiftung der Firma Walter Papritz, in Bern. Unter diesem Namen ist am 29. Dezember 1943 gemäss öffentlicher Urkunde im Sinne der Artikel 80 und ff. ZGB. eine Stiftung errichtet worden. Sie bezweckt die Alters- und Hinterbliebenenfürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Stifterfirma «Walter Papritz» in dem vom Stiftungsrat zu bestimmenden Umfange. Die Stiftung wird vertreten durch einen Stiftungsrat von drei Mitgliedern, welche von der Firma «Walter Papritz» gewählt werden; dabei ist wenigstens ein Mitglied aus dem Kreise des Personals der Stifterfirma zu bestimmen. Einzelunterschrift für den Stiftungsrat führen gegenwärtig Walter Papritz und Rosa Papritz-Müller, beide von Allbligen und in Bern wohnhaft. Domizil: Weihergasse 11, bei der Firma.

31. Dezember 1943.

Fürsorgestiftung der Firma E. Schneider & Cie., in Bern. Unter diesem Namen ist am 28. Dezember 1943 gemäss öffentlicher Urkunde im Sinne der Artikel 80 und ff. ZGB. eine Stiftung errichtet worden. Sie bezweckt die Ausrichtung von Unterstützungen an Angestellte und Arbeiter der Firma «E. Schneider & Cie.», um die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Krankheit, Invalidität und Arbeitslosigkeit abzuwenden oder zu mildern. Die Stiftung wird vertreten durch einen Stiftungsrat von 1 bis 3 Mitgliedern, welche inklusive dem Vorsitzenden von der Firma «E. Schneider & Cie.» oder deren Rechtsnachfolger gewählt werden. Dabei ist wenigstens ein Mitglied aus dem Kreise des Personals der Firma «E. Schneider & Cie.» zu bestimmen. Einzelunterschrift für die Stiftung führt Erwin Schneider-Gribi, von und in Bern. Domizil: Dählhölzliweg 1.

28. Dezember 1943.

Bureau Biel

Fürsorgestiftung der Uhrenfabrik General Watch Co., in Biel. Die «Société d'horlogerie la Générale (General Watch Co.)», in Biel, hat gemäss öffentlicher Urkunde vom 24. Dezember 1943 unter dieser Firma eine Stiftung errichtet. Sie bezweckt die Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Stifterin bzw. für den hinterlassenen Ehegatten und die Kinder in Fällen wirtschaftlicher Bedrängnis, wegen Alters, Krankheit oder Todes. Einziges Organ ist ein aus 5 Mitgliedern bestehender Stiftungsrat. Gegenwärtig gehören ihm an: Fritz Buser, von Langenbruck, in Biel, als Präsident; Max Schild, von Grenchen, in Biel, als Sekretär; Lucien Chappuis, von Carrouge (Waadt), in Tavannes; Fernand Saunier, von Tavannes, in Loveresse, und Jakob Schwob, von Bännwil, in Biel. Sie zeichnen kollektiv zu zweien. Falkenstrasse 18, bei der Stifterfirma.

30. Dezember 1943. Uhren.

Jwo und Fournitua A.G., in Biel, Fabrikation von Uhren und Handel mit Uhren und Furnituren (SHAB. Nr. 170 vom 25. Juli 1942, Seite 1715). Jacques Wollmann ist infolge Todes als einziges Mitglied der Verwaltung ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde als einziges Mitglied der Verwaltung gewählt Witwe Yvonne Wollmann, geb. Lob, von und in Biel. Sie führt Einzelunterschrift.

31. Dezember 1943. Buchhaltungen.

Collabo, Aktiengesellschaft in Biel, Buchhaltungs- und Revisionsbureau (SHAB. Nr. 152 vom 3. Juli 1937, Seite 1571). Laut öffentlicher Urkunde über die Generalversammlung vom 23. Dezember 1943 wurde das Aktienkapital von Fr. 1000 durch Neuausgabe von 190 Namenaktien zu Fr. 100, die durch Verrechnung mit einer Forderung an die Gesellschaft voll liberiert sind, erhöht. Das voll liberierte Aktienkapital beträgt nun Fr. 20 000, eingeteilt in 200 Namenaktien zu Fr. 100. Die Statuten sind dementsprechend revidiert worden.

Bureau Burgdorf

30. Dezember 1943. Manufaktur- und Kolonialwaren.

Ernst Grossenbacher, in Kirchberg (SHAB. Nr. 48 vom 27. Februar 1935). Die Firma wird infolge Todes des Inhabers gelöscht. Aktiven und Passiven werden von der Firma «Fritz Grossenbacher», in Kirchberg, übernommen.

30. Dezember 1943. Tabakwaren, Textilien usw.

Fritz Grossenbacher, in Kirchberg. Inhaber dieser Einzelfirma ist Fritz Grossenbacher, von Hasle bei Burgdorf, in Kirchberg. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der vorstehend gelöschten Firma «Ernst Grossenbacher», in Kirchberg. Handel mit Tabakwaren, Spezereien und Textilien.

30. Dezember 1943.

Krankenkasse der mech. Weberel Kirchberg (Bern), in Kirchberg (SHAB. Nr. 109 vom 11. Mai 1939). Der Verein hat in der Hauptversammlung vom 22. November 1936 die Statuten revidiert. Die Änderungen unterliegen der Publikation nicht. Aus dem Vorstand ist infolge Todes der Kassier Johann Hess ausgeschieden; dessen Unterschrift ist erloschen. An seiner Stelle wurde der bisherige Sekretär Gottlieb Weber und neu als Sekretär Franz Kunz, von und in Lyssach, gewählt. Sie zeichnen kollektiv zu zweien beliebig mit den übrigen Zeichnungsberechtigten.

Bureau de Courtelary

31 décembre 1943. Pivotages.

Alexis Mathez, aux Gérinnes de Tramelan-Dessus. Le chef de la maison est Alexis Mathez, de et à Tramelan-Dessus. Atelier de pivotages. Les Reussilles (commune de Tramelan-Dessus).

Bureau Thun

30. Dezember 1943. Café.

Joseph Koch, in Thun, Betrieb des Café Winkelried (SHAB. Nr. 48 vom 28. Februar 1931, Seite 424). Die Firma wird infolge Aufgabe des Geschäftes gelöscht.

Luzern — Lucerne — Lucerna

29. Dezember 1943.

Pistor Einkaufsgenossenschaft des Schweiz. Bäcker- & Konditoren-Verbandes, in Luzern (SHAB. Nr. 303 vom 29. Dezember 1941, Seite 2648). An der Generalversammlung vom 28. März 1943 hat sich diese Genossenschaft in Anpassung an das neue Recht neue Statuten gegeben, wodurch folgende eintrags- und publikationspflichtige Tatsachen berührt werden: Die Firma lautet nun: **PISTOR Schweiz. Einkaufszentrale des Bäcker-Konditor-gewerbes (PISTOR Centrale Suisse d'achats de la boulangerie-pâtisserie) (PISTOR Centrale Svizzera d'acquisto del panettieri-pasticcieri)**. Die Genossenschaft hat den Zweck, durch Bewirtschaftung der vereinten Kaufkraft ihrer Mitglieder deren Leistungsfähigkeit und Wohlfahrt zu fördern, im besondern durch: a) Einkauf, Herstellung und Verkauf von Waren und Utensilien in eigener Regie; b) Vereinbarungen über direkte Belieferung der Mitglieder durch Dritte (Vertragslieferanten) für Rechnung der Einkaufszentrale. Die Genossenschaft kann sich an andern Unternehmen beteiligen, Zweigniederlassungen errichten sowie einzelne Geschäftszweige oder Teile davon in- oder ausserhalb der bestehenden Gesellschaftsform besonders organisieren oder betreiben. Der Verwaltungsrat besteht aus 5 bis 6 (früher aus 6) und die Betriebskommission aus 3 bis 5 (früher aus 5) Mitgliedern. Offizielles Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt; die vertraulichen Mitteilungen geschehen auf schriftlichem Wege, die nicht vertraulichen können auch in der «Schweiz. Bäcker- und Konditor-Zeitung» erfolgen. Der Präsident oder der Vizepräsident des Verwaltungsrates zeichnet mit einem der übrigen Mitglieder des Verwaltungsrates. An der Generalversammlung vom 22. Juni 1942 wurde als weiteres Mitglied des Verwaltungsrates gewählt Arthur Eppe, von und in St. Gallen. Er zeichnet kollektiv mit dem Präsidenten oder dem Vizepräsidenten des Verwaltungsrates. David Zai ist aus der Betriebskommission ausgeschieden und dessen Unterschrift erloschen.

29. Dezember 1943. Baugeschäft.

Gottfried Anliker, in Gerliswil, Gemeinde Emmen, Baugeschäft (SHAB. Nr. 218 vom 17. September 1940, Seite 1675). Die Firma ist infolge Umwandlung in eine Kollektivgesellschaft erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die neue Firma «G. Anliker & Co.», in Emmenbrücke, Gemeinde Emmen.

29. Dezember 1943. Bauarbeiten usw.

G. Anliker & Co., in Emmenbrücke, Gemeinde Emmen. Unter dieser Firma sind Gottfried Anliker sen. und Gottfried Anliker jun., beide von Gondiswil (Bern) und wohnhaft in Emmenbrücke, Gemeinde Emmen, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche mit dem 31. Dezember 1943 beginnt und auf dieses Datum Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «Gottfried Anliker», in Gerliswil, Gemeinde Emmen, übernimmt. Hoch- und Tiefbauarbeiten; Fabrikation von Zementröhren und Zementwaren, Handel mit Baumaterialien.

30. Dezember 1943.

Käsergenossenschaft Geiss-Dorf, in Geiss, Gemeinde Menznau (SHAB. Nr. 285 vom 4. Dezember 1941, Seite 2470). An Stelle des zurückgetretenen Alois Bättig, dessen Unterschrift erloschen ist, wurde als Ersatzmann in den Vorstand gewählt Fritz Knecht, von Gsteigwiler (Bern), in Geiss, Gemeinde Menznau. Die Vorstandsmitglieder zeichnen kollektiv zu dreien.

30. Dezember 1943. Bäckerei usw.

A. Kronenberg, in Luzern (SHAB. Nr. 15 vom 19. Januar 1938, Seite 140). Die Firma verzigt als Geschäftsnatur: Bäckerei-Konditorei und alkoholfreie Kaffeestube.

30. Dezember 1943. Tapezierergeschäft usw.

Oscar Schmid, in Luzern. Inhaber der Firma ist Oskar Schmid, von Luzern und Nieder-Neunforn (Thurgau), in Luzern. Tapezierermeister und Dekorateur. Kasimir-Pfyfferstrasse 16; weiteres Verkaufslokal: Kapellgasse 14.

30. Dezember 1943. Elektromotoren usw.

Ph. Fischer, in Buttisholz. Inhaber der Firma ist Philipp Fischer, von und in Buttisholz. Auto- und Elektro-Reparaturwerkstätte; Handel mit Motorfahrzeugen, Elektromotoren und Zubehör.

30. Dezember 1943. Photos usw.

J. Buchmann, in Luzern (SHAB. Nr. 109 vom 11. Mai 1938, Seite 1058). Der Inhaber verzigt als Geschäftsnatur: Photogeschäft, Handel mit Kinoapparaten. Kapellgasse 18.

31. Dezember 1943.

J. Schüwig, Droguerie, Hochdorf, in Hochdorf (SHAB. Nr. 79 vom 4. April 1927, Seite 610). Die Firma ist infolge Umwandlung in eine Kollektivgesellschaft erloschen.

31. Dezember 1943.

J. & W. Schüwig, Droguerie St. Martin, in Hochdorf. Unter dieser Firma sind Josef Schüwig und dessen Sohn Werner Schüwig, beide von und in Hochdorf, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche mit dem 1. Januar 1944 beginnt und auf dieses Datum Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «J. Schüwig, Droguerie, Hochdorf», in Hochdorf, übernimmt. Drogen, Spirituosen, Farbwaren und Kolonialwaren.

Schwyz — Schwyz — Svitto

29. Dezember 1943.

Milchlieferanten Breiten, Genossenschaft, in Küssnacht a. R. (SHAB. Nr. 151 vom 1. Juli 1933, Seite 1602). Anlässlich der Generalversammlung vom 23. November 1943 wurde beschlossen, den Eintrag im Handelsregister löschen zu lassen. Die Aktiven gehen an die gleichnamige einfache Gesellschaft über. Passiven bestehen keine.

29. Dezember 1943.

Viehuchtgenossenschaft Galgenen, in Galgenen (SHAB. Nr. 246 vom 20. Oktober 1938, Seite 2251). An der Generalversammlung vom 6. Januar 1943 wurden die Statuten revidiert und dem revidierten OR, angepasst. Die der Publikation unterliegenden Tatsachen erfahren dadurch folgende Änderungen: Mitteilungen und Einladungen an die Mitglieder erfolgen durch Zirkular, Bekanntmachungen im Schweizerischen Handelsamtsblatt.

29. Dezember 1943.

Lebensmittel-Spezialgeschäft Kyd, in Brunnen, Gemeinde Ingenbohl (SHAB. Nr. 188 vom 13. August 1938, Seite 1793). Die Firma ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

29. Dezember 1943. Sattlerei, Polsterei, Wirtschaft.

Adolf Birchmeyer, in Goldau, Gemeinde Arth. Inhaber dieser Firma ist Adolf Birchmeyer, von Würenlingen, in Goldau, Gemeinde Arth. Sattlerei, Polsterei und Wirtschaft; «Zur Kreuzstrasse».

29. Dezember 1943.

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Carl Elsener, Messerfabrik, Ibach-Schwyz, in Ibach, Gemeinde Schwyz (SHAB. Nr. 185 vom 11. August 1943, Seite 1823). Der Stiftungsrat hat mit Zustimmung des Gemeinderates Schwyz als Aufsichtsbehörde vom 4. Dezember 1943 die Stiftungsurkunde revidiert. Dadurch erfahren die publikationspflichtigen Tatsachen folgende Änderungen: Der Zweck der Stiftung ist die Fürsorge für das Personal der Stifterfirma in Form von Pensionen bzw. Renten oder Kapitalzahlungen, ferner die Verabfolgung von Unterstützungen an deren Hinterbliebene; Ausrichtung ausserordentlicher Krankengelder und anderer Unterstützungen sowie Errichtung eines Wohlfahrthauses zugunsten der Angestellten und Arbeiter.

Glarus — Glaris — Glarona

31. Dezember 1943. Beteiligungen.

Lestra A.G., in Glarus, Beteiligung an Unternehmungen aller Art, Verwaltung von Beteiligungen, Verwaltung und Verwertung von Vermögenswerten aller Art, sowie Durchführung aller damit zusammenhängenden Geschäfte (SHAB. Nr. 284 vom 3. Dezember 1938, Seite 2581). Gemäss öffentlicher Urkunde über die Generalversammlung vom 28. Dezember 1943 wurden die bisherigen 50 Namenaktien zu Fr. 1000 in Inhaberaktien umgewandelt. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Das voll einbezahlte Aktienkapital von Fr. 50 000 ist nun eingeteilt in 50 Inhaberaktien zu Fr. 1000.

31. Dezember 1943. Beteiligungen.

Rabip A.-G. in Liquidation, in Glarus, Erwerb und Verwaltung von Beteiligungen an finanziellen und kommerziellen Unternehmungen sowie alle damit zusammenhängenden Geschäfte, mit Ausnahme von eigentlichen Bankgeschäften (SHAB. Nr. 159 vom 12. Juli 1943, Seite 1598). Die Firma wird nach beendigter Liquidation im Handelsregister gelöscht.

Zug — Zoug — Zugo

30. Dezember 1943.

M. Iten, Auto-Transporte, in Unterägeri. Inhaber dieser Firma ist Martin Iten, von und in Unterägeri. Der Inhaber erteilt Prokura mit Einzelunterschrift an seine Ehefrau Theresia Iten-Ulrich, von und in Unterägeri. Personen- und Sachentransporte und Handel in Kies und Baumaterialien. Waldheimstrasse.

30. Dezember 1943.

Anton Frigo, Bauunternehmung, in Zug (SHAB. Nr. 184 vom 9. August 1934, Seite 2227). Die Firma ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

30. Dezember 1943.

Karl Frigo, Bauunternehmung, in Zug. Inhaber dieser Firma ist Karl Frigo, von und in Zug. Hoch- und Tiefbau, Geleisebau und Pflasterungen. Altstadt-Untergasse 30.

Freiburg — Fribourg — Friburgo

Bureau de Bulle (district de la Gruyère)

30 décembre 1943. Laiterie, porcherie.

Henri Kolly, à Hauteville. Le chef de la raison est Henri Kolly, fils de Louis, d'Essert, à Hauteville. Laiterie, porcherie; au village.

30 décembre 1943. Scierie, bois.

Gustave Favre, à Vaulruz, laiterie, commerce de bois (FOSC. du 7 janvier 1929, n° 4, page 27). Le titulaire n'exploite plus de laiterie.

30 décembre 1943. Epicerie, chaussures, etc.

Maria Demierre, à Bulle, épicerie, mercerie, chaussures (FOSC. du 29 juin 1936, n° 149, page 1579). La raison est radiée ensuite de cessation du commerce.

30 décembre 1943. Commerce de bois.

Louis Risse, à La Roche, mercerie, épicerie, débit de vins, gravière, commerce de bois (FOSC. du 7 janvier 1941, n° 5, page 42). Le seul genre de commerce actuel est: commerce de bois.

Bureau de Fribourg

30 décembre 1943.

Papros, société anonyme pour la fabrication de produits en papier, à Fribourg (FOSC. du 27 juin 1942, n° 146, page 1476). Dr. Ernest Ackermann, de Riniken, à Muri (Berne), a été nommé directeur. Il signera collectivement avec l'une des personnes autorisées à signer.

30 décembre 1943.

Stuag Suisse, Société de Construction de routes S.A. (Schweizerische Stuag Strassenbau-Unternehmung A.G.) (Stuag svizzera Società per la costruzione di strade S.A.), succursale à Fribourg (FOSC. du 30 juin 1939, n° 150, page 1359); avec siège principal à Berne. Martin Protzen, de Münsingen, à Fribourg, a été nommé directeur de la succursale de Fribourg, avec procuration collective avec une des personnes autorisées à signer pour la succursale de Fribourg. Ernest Born reste directeur de la succursale de Fribourg avec procuration individuelle pour celle-ci.

30 décembre 1943. Articles textiles.

Paul Müller, à Fribourg. Le chef de la maison est Paul Müller, fils de Charles-Gustave, de Prilly (Vaud), à Fribourg. Fabrication et vente d'articles textiles. Beauregard 30.

Solothurn — Soleure — Soletta

Bureau Balsthal

20. Dezember 1943.

Solothurnische Halblutpferdezuchtgenossenschaft in Oensingen, in Oensingen (SHAB. Nr. 119 vom 23. Mai 1935, Seite 1326). In der General-

versammlung vom 10. Oktober 1943 wurden die Statuten revidiert und den Bestimmungen des neuen Obligationenrechtes angepasst. Die Firma lautet nun: **Solothurnische Halblutpferdezuchtgenossenschaft**. Die Genossenschaft bezweckt die Zucht des schweren Halblutpferdes, das der Landwirtschaft und dem Militär dient. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haften nebst dem Genossenschaftsvermögen die Genossenschafter persönlich und unbeschränkt. Die Bekanntmachungen der Genossenschaft erfolgen im «Anzeiger für das Gäu und Thal», soweit nicht von Gesetzes wegen die Publikation im Schweizerischen Handelsamtsblatt vorgeschrieben ist. Die Unterschrift führt der Präsident oder der Vizepräsident mit dem Geschäftsführer kollektiv zu zweien. Otto König, Georg Uebelhardt, Arnold Bruder und Adelbert von Arx sind infolge Todes und Erhard Winstörfer wegen Rücktritts aus der Verwaltung ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. An deren Stelle sind gewählt worden: Walter von Arx, von und in Egerkingen, als Vizepräsident; Alois Jeker, von Mümliswil, in Holderbank, als Geschäftsführer. Rechtsdomicil: bei Pius Bobst, in Oensingen. Geschäftslokal: in Holderbank, bei Alois Jeker, Geschäftsführer.

Bureau Lebern

30. Dezember 1943. Maurer- und Hafnergeschäft.
Josef Portmann & Sohn, in Bellach. Josef Portmann und Paul Portmann, beide von Marbach (Luzern), in Bellach, sind unter dieser Firma eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1944 beginnt. Maurer- und Hafnergeschäft. Gebäude 53 a an der Dorfstrasse.

Bureau Stadt Solothurn

31. Dezember 1943. Papeterie usw.
Walter Nüssli, in Solothurn, Papeterie, Tabak- und Zigarrenhandlung, Buchbinderei und Kartonage (SHAB. Nr. 171 vom 26. Juli 1943, Seite 1706). Diese Firma wird infolge Gründung einer Gesellschaft gelöscht. Aktiven und Passiven gehen über an die Kollektivgesellschaft «Nüssli & Pohland», in Solothurn.

31. Dezember 1943. Papeterie, Tabak usw.
Nüssli & Pohland, in Solothurn. Walter Nüssli, von und in Solothurn, und Otto Max Pohland, von Niederwil, in Solothurn, sind unter dieser Firma eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1944 beginnt und auf dieses Datum Aktiven und Passiven der erloschenen Einzelfirma «Walter Nüssli», in Solothurn, übernimmt. Papeterie, Tabak- und Zigarrenhandlung, Buchbinderei und Kartonage. Schaalgasse 12.

Schaffhausen — Schaffhouse — Sciaffusa

31. Dezember 1943.
«**Cilag**» Chemisches Industrielles Laboratorium A.-G., in Schaffhausen (SHAB. Nr. 105 vom 7. Mai 1943, Seite 1023). Als neues Mitglied des Verwaltungsrates wurde gewählt Dr. Georg Wander, von Bern, in Neuenegg. Er führt Kollektivunterschrift mit einem der übrigen zur Kollektivzeichnung Berechtigten.

31. Dezember 1943.
Stiftung für Personalfürsorge der Firma Eugen Betz, in Schaffhausen. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 23. Dezember 1943 eine Stiftung im Sinne der Artikel 80 ff. ZGB. Sie bezweckt die Fürsorge für das von der Firma «Eugen Betz» fest angestellte Personal und eventuell für dessen Angehörige, insbesondere den Schutz gegen die wirtschaftlichen Folgen von Krankheit, Alter und Unglück. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von mindestens 2 Mitgliedern, welcher durch die Geschäftsleitung der Stifterin bezeichnet wird. Die Kontrollstelle wird durch den Stiftungsrat gewählt. Die Mitglieder des Stiftungsrates vertreten die Stiftung mit Einzelunterschrift. Es sind dies: Eugen Betz, von und in Schaffhausen, Präsident, und Karl Klein, von Feuerthalen, in Neuhausen am Rheinfall. Domicil der Stiftung: Ringkengässchen 13, im Bureau der Firma «Eugen Betz».

Aargau — Argovle — Argovia

29. Dezember 1943.
Färberei A.G. Zofingen (Teinture S.A. Zofingue), in Zofingen (SHAB. Nr. 201 vom 28. August 1940, Seite 1563). In der ausserordentlichen Generalversammlung vom 23. Dezember 1943 wurde die Erhöhung des Grundkapitals von Fr. 125 000 auf Fr. 250 000 beschlossen und durchgeführt durch Ausgabe von 250 neuen Namenaktien zu Fr. 500. Dementsprechend wurde Artikel 3 der Statuten revidiert. Das Grundkapital der Gesellschaft beträgt nun Fr. 250 000, eingeteilt in 500 volleinbezahlte Namenaktien zu Fr. 500.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau de Lausanne

31 décembre 1943.
Société immobilière de la Rue St-Laurent N° 32, à Lausanne, société anonyme (FOSC. du 16 septembre 1930). L'administrateur Georges Auras est démissionnaire; ses pouvoirs sont radiés. Ont été nommés administrateurs: Victor Oetiker, de Stäfa (Zurich), président, et René Fonjallaz, d'Epesses et Lutry; les deux à Lausanne. La société est engagée par la signature collective à deux des administrateurs. Rue St-Laurent 32, chez Fonjallaz & Oetiker.

31 décembre 1943.
Fonds de prévoyance Chanbloud, à Lausanne. Suivant acte authentique et statuts du 30 décembre 1943, il a été constitué sous ce nom une fondation régie par les articles 80 et suivants du Code civil. Elle a pour but d'aider les membres du personnel de «Georges Blanchoud» et éventuellement leurs familles à faire face aux conséquences économiques résultant de la retraite, de l'invalidité, de la maladie, de la vieillesse, des accidents, du chômage, du service militaire, de la détresse et du décès. La fondation est administrée par un conseil de fondation de 1 à 3 membres désignés par «Georges Blanchoud». Georges Blanchoud, d'Oron-le-Château (Vaud), à Lausanne, est seul membre du conseil de fondation, avec signature individuelle. Bureau: Grand-Pont 18, chez Georges Blanchoud.

31 décembre 1943. Immeubles.
Société anonyme La Fontaine, à Lausanne, affaires immobilières (FOSC. du 8 août 1940). L'administratrice Marthe Mignot est démissionnaire; ses pouvoirs sont radiés. René Moreillon, de Bex, à Lausanne, est nommé seul administrateur avec signature individuelle. Bureau transféré Rue du Midi 1, chez R. Moreillon.

31 décembre 1943. Charcuterie.

A. Regamey, à Montblesson sur Lausanne, charcuterie (FOSC. du 16 décembre 1943). Le titulaire André Alfred Regamey et son épouse Hermine, née Pillonel, ont adopté par contrat le régime de la séparation de biens.

31 décembre 1943. Maroquinerie, etc.

Paul Gygi dit Guy, à Renens. Le chef de la maison est Paul Gygi dit Guy, allié Monnier, de Kappelen (Berne), à Renens. Vente et représentation d'articles de cuir, maroquinerie, marchandises de diverses natures. Gros et détail. Chemin des Clos 9.

Bureau de Morges

29 décembre 1943. Immeubles.

Dessous le Four S.A., à Bussigny sur Morges, société immobilière (FOSC. du 17 mai 1932). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 15 décembre 1943, la société a décidé sa dissolution. La liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée.

30 décembre 1943. Bois de chauffage.

Ch. Jaquet, à Morges. Le chef de la maison est Charles Jaquet, de Grolley (Fribourg), à Morges. Commerce de bois de chauffage. Rue du Sablon 6.

Bureau d'Yverdon

31 décembre 1943. Bois carburants, charbons en gros.

H. Freymond, à Yverdon, bois carburants, charbons en gros (FOSC. du 3 novembre 1941, page 2191). Par jugement du 15 décembre 1943, le président du tribunal du district d'Yverdon a déclaré le titulaire en état de faillite.

31 décembre 1943. Charbons.

Mme. J. Freymond, à Yverdon. Le chef de la maison est Juliette Freymond, née Bonard, épouse autorisée d'Henri Freymond, de Saint-Cierges, à Yverdon. Charbons; gros et détail. Rue Roger de Guimps 28.

31 décembre 1943. Fers, métaux, etc.

Adrien Freymond, successeur de Freymond frères, à Yverdon, fers et métaux, quincaillerie, articles de ménage et machines agricoles (FOSC. du 22 août 1934, page 2355). La maison confère procuration collective à Louise Freymond, épouse d'Adrien, de St-Cierges, et Emile-Philippe Rossier, de Villarzel; tous deux domiciliés à Yverdon.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de La Chaux-de-Fonds

30 décembre 1943.

Société de l'Immeuble Rue du Nord 171 S.A., à La Chaux-de-Fonds (FOSC. du 4 avril 1939, n° 79). L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 19 juin 1942 a décidé la dissolution de la société; la liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée.

30 décembre 1943.

Immeubles rue Jacob Brandt 2 et Régionaux 11 S.A., à La Chaux-de-Fonds (FOSC. du 4 novembre 1932, n° 259). L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 6 mai 1942 a décidé la dissolution de la société. La liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée.

Bureau du Locle

29 décembre 1943.

Société anonyme des Fabriques de chocolat et confiserie J. Klaus, au Locle (FOSC. du 23 juin 1941, n° 144, page 1219). Dans sa séance du 17 décembre 1943, le conseil d'administration a conféré la procuration à Walther-Robert Leuenberger, de Leimiswil (Berne), à Courtelary, lequel signera collectivement avec l'un des fondés de pouvoirs déjà inscrits.

Bureau de Neuchâtel

29 décembre 1943.

Home mixte pour couples de vieillards, à Serrières, commune de Neuchâtel. En vertu du testament de Hermann Russ, établi en la forme authentique les 3 mars et 15 novembre 1941, enregistré au greffe du tribunal civil de Neuchâtel le 9 février 1942, il a été constitué, sous cette dénomination, une fondation qui a pour but de recueillir des couples de vieillards. La fondation est régie par un comité de 3 membres. Elle est représentée par le président Edouard Wasserfallen, de La Chaux-de-Fonds, à Rochefort, et le secrétaire Maurice Montandon, de La Brévine et Le Locle, à Neuchâtel, qui l'engagent par leur signature collective. Bureau: Rue Guillaume Farel 13.

29 décembre 1943.

Le Crédit organisé S.A. «CREDOR», à Neuchâtel (FOSC. du 7 octobre 1943, n° 234, page 2248). La société a transféré ses bureaux à la Rue du Môle 10.

Genève — Genève — Ginevra

28 décembre 1943. Etudes d'entreprises industrielles, etc.

Taponnier & Cie, à Genève. Sous cette raison sociale, Adrien-Gaspard Taponnier, de et à Genève, et Roger-Gaston Perrot, de Neuchâtel et de Versoix, à Genthod, séparé de biens d'Eleanor, née Anthony, ont constitué une société en nom collectif qui commencera le 29 décembre 1943. L'associé Adrien-Gaspard Taponnier a seul la signature sociale. Etudes et conseil d'entreprises industrielles, missions et représentations industrielles et commerciales. Place Neuve 2.

28 décembre 1943. Fourrures.

B. Känel et Cie, à Genève, commerce de fourrures et pelletteries, société en nom collectif (FOSC. du 25 août 1943, page 1913). La société est dissoute. La liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée.

28 décembre 1943. Pharmacie.

A. Jakobson, à Genève. Le chef de la maison est Alter Jakobson, de Travers (Neuchâtel), à Genève, séparé de biens de Rosalie, née Ber. La maison a repris l'actif et le passif de la société anonyme dite «Pharmacie des Vollandes S.A.», à Genève (FOSC. du 7 septembre 1929, page 1830). Exploitation d'une pharmacie, à l'enseigne «Pharmacie des Vollandes». Avenue Pictet-de-Rochemont 17.

28 décembre 1943. Articles de bureau, etc.

S. Liebermann, à Genève. Le chef de la maison est Salomon Liebermann, de Tchecoslovaquie, à Genève. Commerce en gros d'articles de bureau et de diverses natures. Rue Rothschild 15.

28 décembre 1943. Banque.

Lombard, Odier & Cie, à Genève, banque, société en nom collectif (FOSC. du 23 juillet 1941, page 1433). La procuration individuelle conférée à René Lenoir est éteinte.

28 décembre 1943.

Société Immobilière Servette Sereno, à Genève, société anonyme (FOSC. du 16 mai 1940, page 918). Jean-Théodore L'Huillier, membre et président du conseil d'administration, décédé, est radié et ses pouvoirs sont éteints. Le conseil d'administration reste composé de: Jacques L'Huillier (inscrit jusqu'ici comme secrétaire), nommé président, et Pierre L'Huillier (inscrit), nommé secrétaire, lesquels continuent à signer collectivement. Adresse de la société: Rue Petitot 5, régie P. et J. L'Huillier.

28 décembre 1943.

Société Immobilière « Prairie Joliment D », à Genève, société anonyme (FOSC. du 16 mai 1940, page 918). Jean-Théodore L'Huillier, membre et président du conseil d'administration, décédé, est radié et ses pouvoirs sont éteints. Le conseil d'administration reste composé de: Jacques L'Huillier (inscrit jusqu'ici comme secrétaire), nommé président, et Pierre L'Huillier (inscrit), nommé secrétaire, lesquels continuent à signer collectivement. Adresse de la société: Rue Petitot 5, régie P. et J. L'Huillier.

28 décembre 1943.

Société Immobilière Chemin Furet lettre A, à Genève, société anonyme (FOSC. du 23 avril 1934, page 1078). Eugène Trottet, d'Avusy, à Genève, a été nommé unique administrateur; il signe individuellement. L'administrateur George Martinet est décédé; ses pouvoirs sont éteints. Adresse de la société: Rue d'Italie 1, régie Martinet & Cie.

28 décembre 1943.

Société Immobilière Chemin Furet lettre B, à Genève, société anonyme (FOSC. du 23 avril 1934, page 1078). Eugène Trottet, d'Avusy, à Genève, a été nommé unique administrateur; il signe individuellement. L'administrateur George Martinet est décédé; ses pouvoirs sont éteints. Adresse de la société: Rue d'Italie 1, régie Martinet & Cie.

28 décembre 1943. Courtage en immeubles, etc.

Le Trait d'Union S.A., à Genève (FOSC. du 16 décembre 1943, page 2793). L'administrateur Germaine Fracheboud, née Krebs, démissionnaire, est radiée. Marcel Fracheboud (inscrit jusqu'ici comme président et délégué) reste seul administrateur et continue à signer individuellement.

28 décembre 1943.

Société Immobilière « Tilleuls-Jura », à Genève, société anonyme dissoute par suite de faillite (FOSC. du 10 mai 1943, page 1049). La procédure de faillite étant clôturée, cette raison sociale est radiée d'office.

28 décembre 1943. Travaux d'impression, etc.

Atar, société anonyme, à Genève (FOSC. du 18 mai 1943, page 1108). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 16 décembre 1943, la société a décidé: 1° de réduire son capital social de 250 000 fr. à 145 000 fr. par la réduction de la valeur nominale des 7000 actions ordinaires série A de 25 fr. à 10 fr.; 2° de convertir les 7000 actions ordinaires de 10 fr. chacune (série A) en 140 actions de 500 fr. chacune, au porteur, qui seront échangées à raison de 50 actions de 10 fr. contre une action de 500 fr.; 3° de convertir les 150 actions privilégiées (série B) de 500 fr. chacune, en 150 actions ordinaires de 500 fr. et de supprimer les droits et privilèges attachés aux dites actions (cette décision a été approuvée par les porteurs des dites actions privilégiées suivant procès-verbal d'assemblée générale du 16 décembre 1943); 4° de porter le capital social de 145 000 fr. à 160 000 fr. par l'émission de 30 actions de 500 fr. au porteur, entièrement libérées par un prélèvement de 15 000 fr. fait sur les réserves de la société à la disposition de l'assemblée générale. Ces nouvelles actions seront remises aux titulaires des 150 actions privilégiées (série B) de 500 fr. à raison d'une action ordinaire de 500 fr. pour 5 actions privilégiées de 500 fr. et ce, en compensation de la renonciation aux droits et privilèges attachés aux dites actions; 5° de porter le capital social de 160 000 fr. à 328 000 fr. par l'émission de 336 actions de 500 fr. chacune, au porteur, entièrement libérées, qui seront remises au porteur de 28 obligations hypothécaires, à raison de 280 actions en échange des dites obligations hypothécaires, soit 10 actions de 500 fr. chacune, pour une obligation de 5000 fr. et à raison de 56 actions de 500 fr. en compensation de la renonciation au privilège exclusif attaché aux obligations sur l'immeuble et les installations de la société, soit 2 actions de 500 fr. pour une obligation de 5000 fr. Ces 56 actions nouvelles de 500 fr. sont entièrement libérées par un prélèvement de 28 000 fr. fait sur les réserves à la disposition de l'assemblée générale; 6° de porter le capital social de 328 000 fr. à 350 000 fr. par l'émission de 44 actions de 500 fr. chacune, au porteur, entièrement libérées en espèces; 7° d'adopter de nouveaux statuts adaptés à la législation actuelle. Les faits antérieurement publiés sont modifiés sur les points suivants: La société a pour objet l'exécution de tous travaux d'impression, lithographie, offset, photographie, reliure, etc., ainsi que l'édition, la publication, l'achat et la vente de toutes œuvres littéraires et artistiques. La société peut également participer à des entreprises similaires d'une façon directe ou indirecte. Le capital social, entièrement libéré, est de 350 000 fr., divisé en 700 actions de 500 fr. chacune, au porteur. Les publications de la société sont faites dans la Feuille officielle du canton de Genève, sous réserve de celles qui doivent être faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'un ou de plusieurs membres. Elle continue à être engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué Georges Capitaine ou du directeur général Adrien Taponnier, tous deux inscrits.

28 décembre 1943.

Société Immobilière Rue de Carouge N° 11, à Genève. Suivant acte authentique du 24 décembre 1943, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'achat, la vente et l'exploitation d'immeubles dans le canton de Genève, et notamment l'acquisition pour le prix de 50 500 fr. d'un immeuble sis en la commune de Genève, section Plainpalais, formant au cadastre la parcelle 617, feuille 33, feuillet 617, sur laquelle existent, Rue de Carouge 11, les bâtiments D 128, habitation, D 129, atelier, et D 130, dépendances. Le capital social est fixé à 50 000 fr., divisé en 50 actions de 1000 fr. chacune, au porteur. Le capital social est libéré jusqu'à concurrence de 20 000 fr. Les publications de la société sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'un ou de plusieurs membres. Emile Bouffard, de et à Genève, a été désigné comme unique administrateur, avec signature individuelle. Adresse de la société: Rue de la Confédération 5, dans les bureaux de E. Bouffard, architecte.

28 décembre 1943.

Société de l'immeuble angle rue du Rhône et place du Molard, à Genève. Suivant acte authentique et statuts du 27 décembre 1943, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'acquisition, la possession, l'exploitation et la vente d'immeubles dans le canton de Genève, et spécialement l'acquisition, pour le prix de 1 200 000 fr., d'un immeuble sis en la ville et commune de Genève, section Cité, Rue du Rhône 60 et Place du Molard 1 (feuillet 2407, parcelle 5417, feuille 24, de 4 ares 68 mètres 60 décimètres avec bâtiments). Le capital social, entièrement libéré, est de 50 000 fr., divisé en 50 actions de 1000 fr. chacune, au porteur. Les publications de la société sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration d'un ou de plusieurs membres. Léon Vermot, de Cerneux-Péguignot (Neuchâtel), à Genève, a été nommé unique administrateur avec signature sociale individuelle. Adresse de la société: Rue du Rhône 8, bureaux de l'Union de Banques Suisses.

28 décembre 1943. Articles de pharmacie, de parfumerie, etc.

Etablissement JEF Société Anonyme, à Genève (FOSC. du 23 juillet 1941, page 1433). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 24 décembre 1943, la société a porté son capital social de 75 000 fr. à 150 000 fr. par l'émission de 150 actions de 500 fr. au porteur, entièrement libérées. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Le capital social, entièrement libéré, est actuellement de 150 000 fr., divisé en 300 actions de 500 fr. chacune, au porteur.

29 décembre 1943. Fonderie, etc.

Comptoir du Tube, Poulin, à Genève, fonderie, récupération de tubes, achat, vente, fonte et transformation de métaux (FOSC. du 17 décembre 1941, page 2576). La raison est radiée par suite de cessation d'exploitation.

29 décembre 1943. Chromage, nickelage, etc.

M. Robbe Dr. ès-sc., à Genève, exploitation d'un atelier de chromage, nickelage, cuivrage et polissage (FOSC. du 6 mars 1940, page 437). La raison est radiée par suite de cessation d'exploitation.

29 décembre 1943. Représentation commerciale.

Saiz et Bæzner, à Genève, représentation commerciale, société en nom collectif (FOSC. du 8 janvier 1938, page 55). Nouveaux bureaux: Rue Ferdinand-Hodler 13.

29 décembre 1943.

Société Générale des Carburateurs Zénith, à Genève, société anonyme (FOSC. du 6 octobre 1942, page 2261). L'administrateur Félix Poulin, démissionnaire, est radié.

29 décembre 1943.

Société Immobilière Place de Vésenaz, à Collonge-Bellerive, société anonyme (FOSC. du 19 mai 1931, page 1085). Cette raison sociale est radiée d'office du registre du commerce de Genève, par suite du transfert du siège de la société à La Chaux-de-Fonds (FOSC. du 17 décembre 1943, page 2803).

29 décembre 1943. Construction de ports, dragages, etc.

Thorens et fils en liquidation, à Genève, entreprise de construction de ports, dragage et tous travaux du lac et travaux divers, société en nom collectif (FOSC. du 17 octobre 1941, page 2061). La liquidation de la société étant terminée, cette raison sociale est radiée.

29 décembre 1943.

Fonds de prévoyance en faveur des employés et ouvriers du Cercle des agriculteurs du canton de Genève, à Carouge. Sous ce nom, il a été constitué, selon acte authentique dressé le 27 décembre 1943, une fondation régie par les articles 80 et suivants du Code civil suisse. Elle a pour but de venir en aide aux employés et ouvriers du « Cercle des Agriculteurs du Canton de Genève », en cas d'invalidité, maladie, accident, chômage, service militaire, ou pour raison d'âge ou cessation d'emploi ou, en cas de décès de l'un d'eux, aux membres de sa famille. L'administration de la fondation est confiée à un conseil de fondation composé de 3 à 9 membres, désignés par le conseil de direction du « Cercle des Agriculteurs du Canton de Genève ». Il est nommé chaque année deux contrôleurs. Le conseil de fondation est composé de: John Rochaix, président, de Genthod, à Mies (Vaud); Charles-Henri Oederlin, secrétaire, de et à Genève; Fritz Marti, de Vandœuvres, à Genève; Justin Durand, de et à Avully; Eugène Cottier, de Satigny, à Peissy, commune de Satigny; François Baudit, de Perly-Certoux, à Bernex; Charles Dugerdil, de Genève, à La Plaine, commune de Dardagny; Claude Falquet, de et à Collonge-Bellerive, et Louis Ciclet, de Bardonnex, à Charrat, commune de Bardonnex; lesquels signent collectivement à deux. Adresse de la fondation: Avenue Industrielle 9, en les bureaux du Cercle des Agriculteurs du Canton de Genève.

29 décembre 1943.

Société Immobilière Servette-Villars B, à Genève, société anonyme (FOSC. du 2 février 1940, page 219). Le conseil d'administration est composé de: Roger Ramseyer, président, et Louis Ramseyer, secrétaire; tous deux de Neuchâtel, au Petit-Lancy, commune de Lancy, lesquels signent individuellement. L'administrateur Alfred Olivet est décédé; ses pouvoirs sont éteints.

29 décembre 1943.

Société d'Importation de Café et Cacao d'Haïti, à Genève, société anonyme (FOSC. du 20 février 1943, page 405). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 29 décembre 1943, la société a modifié ses statuts en ce sens que la raison sociale actuelle est Walter Matter S.A. Anciennement Société d'Importation de Café et Cacao d'Haïti. En outre, Hanny Matter, née Debrunner, de Bâle, à Genève, a été nommée fondée de procuration avec signature individuelle.

30 décembre 1943. Moulin et boulangerie.

Pradervand et Co, à La Pallanterie, commune de Collonge-Bellerive, exploitation d'un moulin et d'une boulangerie, et toutes affaires commerciales et immobilières s'y rapportant, société en nom collectif (FOSC. du 25 janvier 1938, page 189). La société est dissoute dès le 31 décembre 1943. Sa liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée. L'actif et le passif sont repris par la maison « Jean Meier », à La Pallanterie, commune de Collonge-Bellerive, ci-après inscrite.

30 décembre 1943. Moulin, boulangerie.

Jean Meier, à La Pallanterie, commune de Collonge-Bellerive. Le chef de la maison est Jean-Otto Meier, de Zurich, à Vésenaz, commune de Collonge-Bellerive. La maison reprend l'actif et le passif de la société en nom collectif « Pradervand et Co », à La Pallanterie, commune de Collonge-

Bellerive, radiée. Exploitation d'un moulin et d'une boulangerie, et toutes affaires commerciales et immobilières s'y rapportant.

30 décembre 1943.

Fonds de secours de la maison Demierre & Co, Genève, à Genève. Sous ce nom, il a été constitué, selon acte authentique dressé le 2 décembre 1943, une fondation régie par les articles 80 et suivants du Code civil. Elle a pour but la création d'un fonds de secours destiné à venir en aide, directement ou indirectement, aux employés de la maison « Demierre & Co », à Genève, à l'exclusion de toutes prestations ayant le caractère d'une rémunération du travail, telles que gratifications, allocations de vie chère, allocations familiales, etc. L'administration de la fondation est assurée par un conseil de 3 à 5 membres désignés par les associés-gérants de la maison « Demierre & Co ». Les associés-gérants de la maison « Demierre & Co » désignent en outre les vérificateurs des comptes. Le conseil de fondation est composé de: Armand-John Demierre, président, de Cologny, à Genève; Marguerite Schöndelmayer, née Larpin, secrétaire, de Vandœuvre, à Genève, et Roger-Eugène Demierre, de Cologny, à Genève, lesquels signent collectivement à deux. Adresse de la fondation: Rue de la Corratierie 5, en les bureaux de Demierre & Co.

30 décembre 1943.

Fonds de prévoyance du personnel des Montres Dreffia S.A., à Genève. Sous ce nom, il a été constitué, selon acte authentique dressé le 15 décembre 1943, une fondation régie par les articles 80 et suivants du Code civil. Elle a pour but d'aider les ouvriers et les employés de la maison « Montres Dreffia S.A. », à Genève, et éventuellement leurs familles, à faire face aux conséquences économiques résultant de la retraite, de l'invalidité, de la maladie, des accidents, du chômage, de la détresse et du décès. La gestion de la fondation est confiée à un conseil de fondation composé d'un à trois membres, dont un au moins doit être choisi dans le conseil d'administration de la maison fondatrice. Les membres du conseil de fondation sont nommés par le conseil d'administration de la maison fondatrice, lequel désigne aussi un ou plusieurs contrôleurs. Armand-André Dreyfus, de La Chaux-de-Fonds, du Locle et de Villiers (Neuchâtel), à Genève, a été nommé unique membre du conseil de fondation. Il engage la fondation par sa seule signature. Adresse de la fondation: Rue du Stand 30, en les bureaux de Montres Dreffia S.A.

30 décembre 1943. Trames pour l'héliogravure.

Delta S.A., à Lancy, trames pour l'héliogravure (FOSC. du 13 avril 1935, page 978). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 15 décembre 1943, la société a décidé sa dissolution. La liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée.

30 décembre 1943.

Société Holding et d'Administration (Holding- & Verwaltungs-Gesellschaft), à Genève, société anonyme (FOSC. du 14 avril 1939, page 773). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale extraordinaire du 25 octobre 1943, la société a décidé de réduire son capital social de 500 000 fr. à 100 000 fr. en ramenant la valeur nominale de chaque action de 1000 fr. à 200 fr. Le capital social de 100 000 fr. est ainsi divisé en 500 actions au porteur de 200 fr. chacune, entièrement libérées. Les statuts ont été modifiés en conséquence. L'accomplissement des prescriptions légales sur la réduction du capital social a été constaté par acte authentique du 29 décembre 1943.

30 décembre 1943. Pension.

Alois Widmer, à Genève, exploitation de la pension dite « Le Chalet » (FOSC. du 5 juin 1924, page 948). La raison est radiée par suite du décès du titulaire. L'actif et le passif ont été repris par la maison « Veuve Alois Widmer », à Genève, ci-après inscrite.

30 décembre 1943. Pension.

Veuve Alois Widmer, à Genève. Le chef de la maison est Veuve Rosa Widmer, née Junod, de Brittnau (Argovie), à Genève. La maison a repris l'actif et le passif de la maison « Alois Widmer », à Genève, radiée. La maison confère procuration individuelle à Jean-Paul Widmer, de Brittnau (Argovie), à Genève. Exploitation d'une pension dite « Le Chalet ». Chemin Krieg.

30 décembre 1943. Banque.

Hentsch et Cie, à Genève, banque, société en nom collectif (FOSC. du 24 avril 1943, page 923). La procuration individuelle conférée à Gustave Roch est éteinte.

30 décembre 1943. Montres et articles similaires.

Gebrüder Stroun Aktiengesellschaft (Stroun frères Société Anonyme) (Stroun Bros. Limited), précédemment à Granges (Soleure) (FOSC. du 26 mars 1934, page 790). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 28 décembre 1943, la société a décidé de transférer son siège social à Genève, et a, en outre, adopté de nouveaux statuts. La société prend comme nouvelle raison sociale: Stroun Frères, Camy Watch Co. Société Anonyme (Gebrüder Stroun, Camy Watch Co, Aktiengesellschaft) (Stroun Bros, Camy Watch Co, Limited). Elle a pour but la fabrication et le commerce de montres et d'articles similaires. La société peut aussi participer, sous n'importe quelle forme, à d'autres entreprises de même espèce. Les statuts originaux portent la date du 21 juin 1922 et ont été modifiés les 20 mars 1934 et 28 décembre 1943. Le capital social, entièrement libéré, est de 50 000 fr., divisé en 50 actions, de 1000 fr. chacune, nominatives. L'assemblée générale est convoquée par lettre chargée adressée à chaque actionnaire inscrit au registre de la société. Les publications sont valablement faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'un ou de plusieurs membres. Samuel Stroun, de Egerkingen (Soleure), à Genève, est administrateur unique, avec signature individuelle. Locaux: Rue de la Corratierie 5.

30 décembre 1943. Electricité.

Charles Hermann, à Versoix. Le chef de la maison est Charles Hermann, de Carouge, à Genève. Entreprise d'électricité.

30 décembre 1943. Produits médicaux, pharmaceutiques, etc.

Walfar, Institut Hygie S.A. (Institut Hygiénique), à Genève, fabrication, importation, exportation, représentation; vente en gros et en détail de tous produits médicaux, pharmaceutiques, chimiques et hygiéniques ainsi que tous accessoires s'y rapportant, etc. (FOSC. du 4 octobre 1941, page 1955). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 29 décembre 1943, la société a adopté comme nouvelle raison sociale Institut Hygie S.A. (Institut Hygiénique) et modifié ses statuts en conséquence. Joseph Bilgischer, de Saas-Grund (Valais), à Genève, a été nommé unique administrateur avec signature individuelle. L'administrateur

Jacques Walch, démissionnaire, est radié et ses pouvoirs sont éteints. Adresse: Rue Voltaire 30, chez Joseph Bilgischer.

30 décembre 1943.

Caisse de prévoyance du personnel de A. Schneider, Société Anonyme, à Genève. Sous ce nom, il a été constitué, selon acte authentique dressé le 29 décembre 1943, une fondation régie par les articles 80 et suivants du Code civil. Elle a pour but de venir en aide aux employés et ouvriers de « A. Schneider, Société Anonyme », à Genève, ainsi qu'aux familles des membres de ce personnel qui seraient dans la gêne, en cas de maladie, invalidité, vieillesse, décès et chômage. La gestion de la fondation est confiée à un conseil de fondation et à une direction. Le conseil de fondation est composé de 3 membres désignés par le conseil d'administration de la maison fondatrice. Un de ces membres devra obligatoirement être pris parmi le personnel. La direction est confiée à une seule personne désignée par le conseil de fondation. Le conseil d'administration de la maison fondatrice désigne un ou plusieurs contrôleurs. La fondation est engagée par la signature individuelle du directeur. Paul Schneider, de et à Genève, a été nommé directeur de la fondation. Adresse de la fondation: Boulevard du Pont-d'Arve 18, en les bureaux de A. Schneider Société Anonyme.

30 décembre 1943.

Société Immobilière Rue Céard 12, à Genève, société anonyme (FOSC. du 28 mars 1942, page 721). A été nommé seul administrateur, avec signature individuelle, Joseph Dubouchet, de et à Genève, en remplacement de Jacques Ricci, démissionnaire, lequel est radié et dont les pouvoirs sont éteints. Nouvelle adresse de la société: Plateau de Champel 3, chez Joseph Dubouchet.

30 décembre 1943.

Fonds de prévoyance du personnel de la Société Anonyme Conrad Zschokke, à Genève. Sous ce nom, il a été constitué, selon acte authentique dressé le 29 décembre 1943, une fondation régie par les articles 80 et suivants du Code civil. Elle a pour but de venir en aide au personnel employé et ouvrier de la « Société Anonyme Conrad Zschokke », ainsi qu'aux familles de ce personnel qui se trouveraient dans la gêne, notamment ensuite d'invalidité, de chômage, de maladies, d'accidents, de décès ou en raison de la vieillesse. Les membres du personnel susvisé qui seraient affectés par la « Société Anonyme Conrad Zschokke » à un travail dépendant d'une association avec d'autres entreprises ou d'un organisme extérieur, ainsi que les anciens employés ou ouvriers de la société fondatrice, pourront être secourus par la fondation dans les mêmes conditions, de même que les familles dudit personnel. Les prestations de la fondation doivent avoir le caractère d'un secours, à l'exclusion de toutes celles ayant le caractère d'une rémunération de travail. La fondation peut aussi conclure des assurances sociales. La fondation est administrée par un comité composé d'un ou de plusieurs membres désignés par le conseil d'administration de la maison fondatrice et pour la première fois par l'administrateur-délégué de la dite maison. Les organes de contrôle seront les mêmes que ceux de la maison fondatrice. La fondation est engagée par la signature collective à deux des membres du comité: Léon Daguet, président, de et à Fribourg; Emile Hagi, secrétaire, de Knouau (Zurich), à Genève, et Raymond Kœchlin, de Zurich, à Genève. Adresse de la fondation: Rue du Marché 18, en les bureaux de la Société Anonyme Conrad Zschokke.

30 décembre 1943.

Société Immobilière rue du Marché N° 11, à Genève, société anonyme (FOSC. du 6 mars 1939, page 469). Le capital social de 102 000 fr. est actuellement libéré jusqu'à concurrence de 61 200 fr.. Suivant procès-verbal de son assemblée générale du 30 décembre 1943, les statuts ont été modifiés en conséquence.

30 décembre 1943.

Fonds de secours de la Société d'Agences Métallurgiques et Charbonnières, à Genève. Sous ce nom, il a été constitué, selon acte authentique dressé le 17 décembre 1943, une fondation régie par les articles 80 et suivants du Code civil. Elle a pour but la création d'un fonds de secours destiné à venir en aide, directement ou indirectement, à ceux des employés et ouvriers de la « Société d'Agences Métallurgiques et Charbonnières », à Genève, qui se trouveraient dans la gêne ensuite de maladie, accident, invalidité, chômage, ou en raison de l'âge. Les prestations de la fondation devront avoir le caractère d'un secours, à l'exclusion de toutes celles ayant le caractère d'une rémunération du travail, telles que gratifications, allocations de vie chère, allocations familiales, etc. L'administration de la fondation est assurée par un conseil de fondation de 3 à 5 membres désignés par le conseil d'administration de la société fondatrice. Les vérificateurs des comptes sont désignés également par le conseil d'administration de la société fondatrice. Le conseil de fondation est composé de: Armand-John Demierre, président, de Cologny, à Genève; Henry Sillion, secrétaire, de nationalité française, à Genève, et Jacques Lutz, de Walzenhausen (Appenzell Rh. ext.), à Pinchat, commune de Vevrier, lesquels signent collectivement à deux. Adresse de la fondation: Rue de la Corratierie 7, en les bureaux de la Société d'Agences Métallurgiques et Charbonnières.

30 décembre 1943.

Fonds de secours de la Société pour les Métaux Ouvrés, à Carouge. Sous ce nom, il a été constitué, selon acte authentique dressé le 18 décembre 1943, une fondation régie par les articles 80 et suivants du Code civil. Elle a pour but la création d'un fonds de secours destiné à venir en aide, directement ou indirectement, à ceux des employés et ouvriers de la « Société pour les Métaux Ouvrés », à Carouge, qui se trouveraient dans la gêne ensuite de maladie, accident, invalidité, chômage, ou en raison de l'âge. Les prestations de la fondation devront avoir le caractère d'un secours, à l'exclusion de toutes celles ayant le caractère d'une rémunération du travail, telles que gratifications, allocations de vie chère, allocations familiales, etc. L'administration de la fondation est assurée par un conseil de fondation de 3 à 5 membres désignés par le conseil d'administration de la maison fondatrice. Les vérificateurs des comptes sont désignés chaque année par le conseil d'administration de la maison fondatrice. Le conseil de fondation est composé de: Armand-John Demierre, président, de Cologny, à Genève; Max de Montmolin, secrétaire, de Neuchâtel, à Genève, et Roger-Eugène Demierre, de Cologny, à Genève, lesquels signent collectivement à deux. Adresse de la fondation: Rue des Caroubiers 7/9, en les bureaux de la Société pour les Métaux Ouvrés.

Eidgenössisches Amt für geistiges Eigentum
Bureau fédéral de la propriété intellectuelle — Ufficio federale della proprietà intellettuale

Marken — Marques — Marche

Eintragungen — Enregistrements — Iscrizioni

Nr. 105893. Hinterlegungsdatum: 14. September 1943, 20 Uhr.
Werner von Burg-Derendinger, Bettlach (Solothurn, Schweiz).
Handelsmarke.

Stahl-Uhren.

„Ormaeresco“

Nr. 105894. Hinterlegungsdatum: 11. Dezember 1943, 22 Uhr.
Robapharm Laboratoriums AG., Allschwilerplatz 9, Basel (Schweiz).
Fabrikmarke.

Arzneimittel, pharmazeutische Präparate und Drogen, Verbandstoffe, Pflaster, Tier- und Pflanzenvertilgungsmittel, diätetische Präparate, kosmetische Produkte, Desinfektionsmittel.

ROBUDEN

Nr. 105895. Date de dépôt: 20 octobre 1943, 19 h.
Lina Cochand, Métropole 3, Lausanne (Suisse).
Marque de fabrique.

Bricelets préparés avec des noisettes, des raisins et des céréales.



Nr. 105896. Hinterlegungsdatum: 5. November 1943, 16¼ Uhr.
Hans Hirsbrunner, Landwirt, Rüderswil bei Zollbrück (Bern, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Chemisch-pharmazeutische, pharmazeutische und kosmetische Produkte.



Nr. 105897. Date de dépôt: 10 novembre 1943, 18 h.
Henri Hoter, Rue de la Rôtisserie 4, Genève (Suisse).
Marque de fabrique et de commerce.

Pièces d'horlogerie et leurs parties.

**OFAIR
GENÈVE**

Nr. 105898. Date de dépôt: 10 novembre 1943, 18 h.
Félix Terrler, Montlignez (Berne, Suisse).
Marque de fabrique et de commerce.

Appareils pour la pêche, en particulier moulinets.

FILVIT

Nr. 105899. Hinterlegungsdatum: 13. November 1943, 12¾ Uhr.
Roth & Co., Aarburgerstrasse 568, Zofingen (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarken.

Bekleidungsstücke aus Loden.



Nr. 105900. Hinterlegungsdatum: 23. November 1943, 18 Uhr.
Gustav Rensch Aktiengesellschaft, St.-Albantal 48—52, Basel (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Senf.

TEDDY Senf

Nr. 105901. Hinterlegungsdatum: 24. November 1943, 15 Uhr.
Dr. Norbert Gemisch, Fraumünsterstrasse 14, Zürich 1 (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Pharmazeutische und diätetische Produkte.

BON GÉNIE

Nr. 105902. Hinterlegungsdatum: 25. November 1943, 20 Uhr.
Immler, Glasreklamen, Wasserwerkstrasse 11, Zürich (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Glasreklamen.

Vetrolux

Nr. 105903. Hinterlegungsdatum: 18. Dezember 1943, 15 Uhr.
Bruno Wyser, Stampfenbachplatz 2, Zürich (Schweiz).
Handelsmarke.

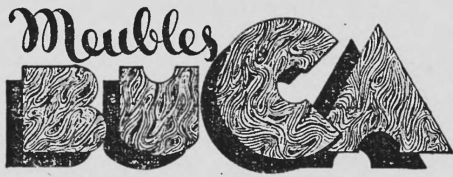
Ausfülleisten für Ski- und Bergschuhe.

Ausfülleisten für Ski- und Bergschuhe

Elbrus

Nr. 105904. Date de dépôt: 1^{er} décembre 1943, 12 h.
Buhler et Chiaradia frères, Malley, L'Industrie, Lausanne (Suisse).
Marque de fabrique et de commerce.

Meubles pour particuliers, agencements pour tous genres de commerces,
pour restaurants, bars, tea-rooms, cafés, etc.



Nr. 105905. Hinterlegungsdatum: 1. Dezember 1943, 23 Uhr.
Maschinenfabrik Oerlikon (Ateliers de Construction Oerlikon), Zürich-
Oerlikon (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke.

Elektrische Maschinen und Apparate; elektrische Ausrüstungen für Loko-
motiven und Triebwagen; elektrisch betriebene Hebezeuge und Krane;
Dampf- und Gasturbinen; Gebläse und Kompressoren; Werkzeuge und
Lehren.

ORLIN

Nr. 105906. Hinterlegungsdatum: 13. Dezember 1943, 12 Uhr.
Berger - Aktiengesellschaft, Früchte- und Gemüsegeschäfte in Bern,
Lorrainestrasse 27, Bern (Schweiz). — Handelsmarke.

Eingedickter reiner süsser Birnensaft.



Nr. 105907. Hinterlegungsdatum: 13. Dezember 1943, 18 Uhr.
Robapharm Laboratoriums AG., Allschwilerplatz 9, Basel (Schweiz).
Fabrikmarke.

Arzneimittel, pharmazeutische Präparate und Drogen, Verbandstoffe,
Pflaster, Tier- und Pflanzenvertilgungsmittel, diätetische Präparate,
kosmetische Produkte, Desinfektionsmittel.

RECOLEN

Nr. 105908. Hinterlegungsdatum: 13. Dezember 1943, 18 Uhr.
Robapharm Laboratoriums AG., Allschwilerplatz 9, Basel (Schweiz).
Fabrikmarke.

Arzneimittel, pharmazeutische Präparate und Drogen, Verbandstoffe,
Pflaster, Tier- und Pflanzenvertilgungsmittel, diätetische Präparate,
kosmetische Produkte, Desinfektionsmittel.

RIPASON

Nr. 105909. Hinterlegungsdatum: 16. Dezember 1943, 18 Uhr.
Chemie-Import AG. schweiz. Industrieller «Impag», Dufourstrasse 58,
Zürich 8 (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke. — (Erneuerung der
Marke Nr. 54668. Firma wie oben abgändert. Die Schutzfrist aus der
Erneuerung läuft vom 31. Juli 1943 an.)

Mineralschmiröle aller Art, speziell Automobilöle.



Nr. 105910. Hinterlegungsdatum: 23. Dezember 1943, 18 Uhr.
Adolf Fülleemann, Goldau (Schweiz). — Fabrikmarke. — (Erneuerung
der Marke Nr. 55688. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom
23. Dezember 1943 an.)

Trocken-Feuerlöschapparate.



Nr. 105911. Hinterlegungsdatum: 23. Dezember 1943, 18 Uhr.
Intestinum AG., Salinenstrasse 83, Pratteln (Basel-Land, Schweiz).
Handelsmarke. — (Erneuerung der Marke Nr. 97213 mit erweiterter
Warenangabe. Sitz wie oben geändert. Die Schutzfrist aus der Erneue-
rung läuft vom 23. Dezember 1943 an.)

Därme aller Art.

INTES

Nr. 105912. Date de dépôt: 22 novembre 1943, 20 h.
Allegri Sports SA., Rue du Marché 2, Genève (Suisse).
Marque de commerce.

Produits de l'industrie textile.



Rectification d'une faute d'impression

Nr. 105861. Date de dépôt: 8 décembre 1943, 20 h.
Société Anonyme des Acieries ci-devant Georges Fischer, Schaffhouse
(Suisse). — Marque de fabrique et de commerce. — (Renouvellement
de la marque n° 55522. Le délai de protection résultant du renouvellement
court depuis le 8 décembre 1943.)

Pièces de n'importe quelle nature en fonte malléable, acier coulé, acier
coulé électrique, acier au creuset, acier au manganèse, fonte en coquille,
fonte grise, aluminium, bronze et alliages en tous genres, acier pour aimants,
acier à outils, acier pour constructions, alliages d'aciers et aciers purs,
acier doux électrique ainsi qu'outils, appareils et machines pour usages
industriels, agricoles et de métiers; métaux communs, bruts ou mi-ouvrés,
raccords; appareils pour éclairage, chauffage, pour la cuisson, la conduite
d'eau, l'installation de bains et de closets, armatures pour canalisations
électriques aériennes et pour lignes de contact de chemins de fer; coutellerie,
quincaillerie, outils, armes blanches; véhicules sur terre, sur eau et aériens,
accessoires et parties pour véhicules, matériel pour la superstructure des
chemins de fer; moteurs et parties de moteurs.

GE-EF

SA. Vautier frères & Cie, Yverdon - Grandson

Bilan au 31 octobre 1943			Passif		
Actif	Fr.	Ct.	Fr.	Ct.	
Immucubles (est. officielle 1 058 455 fr.)	503 752	45	Capital-actions	1 000 000	—
Séchoirs à tabac	107 076	33	Emprunt obligataire 4½%	597 500	—
Bordereau industriel			Emprunt obligataire 4%	600 000	—
(est. officielle 374 245 fr.)	246 240	—	Créanciers hypothécaires	289 975	34
Mobilier, pt. outill. autos, etc.	76 556	75	Créanciers divers	416 562	75
Marchandises diverses	2 390 729	94	Direction générale des douanes	763 488	07
Caisse, porte-feuille, chèque postal	205 879	25	Banques	1 355 099	05
Banques	116 126	—	Fonds de prévoyance	58 879	52
Débiteurs	1 442 385	57	Compte de réserve statutaire	118 945	21
Participations diverses	230 000	—	Profits et pertes (y compris solde ancien de 4532 fr. 90)	138 296	35
	5 338 746	29		5 338 746	29
Compte de profits et pertes au 31 octobre 1943			Avoir		
Doit	Fr.	Ct.	Fr.	Ct.	
Frais d'exploitation	1 226 026	30	Solde ancien	4 532	90
Intérêts	129 508	63	Rendement brut des ventes	1 945 961	23
Entretien des bâtiments	60 600	90	Revenus d'immeubles	19 510	30
Impôts, assur. mob., imp. s. ch. d'aff.	225 552	85			
Charges sociales	54 676	75			
Pertes sur débiteurs	517	22			
Balance	273 121	78			
	1 970 004	43		1 970 004	43
Amortissements sur immeubles et séchoirs	42 782	35	Balance reportée	273 121	78
Amortissements sur bordereau industriel	47 233	50			
Amortissements sur mobilier	16 585	—			
Allocation à la réserve statutaire	16 198	80			
Répartition statutaire	12 025	78			
Excédent des bénéfices	138 296	35			
	273 121	78		273 121	78

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Abkommen über den schweizerisch-deutschen Verrechnungsverkehr

Der Vorsitzende der schweizerischen und der Vorsitzende der deutschen Verhandlungsdelegation haben am 31. Dezember 1943 Briefe ausgetauscht über die Verlängerung des Abkommens betreffend den schweizerisch-deutschen Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940 in der Fassung vom 1. Oktober 1943. Der Wortlaut des schweizerischen Briefes, der inhaltlich mit dem deutschen übereinstimmt, ist folgender:

«Herr Vorsitzender,

Hiermit beehre ich mich, Ihnen zu bestätigen, dass zwischen dem Schweizerischen Bundesrat und der Deutschen Regierung Einverständnis darüber erzielt worden ist, das Abkommen über den schweizerisch-deutschen Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940, in der Fassung des Dritten Zusatzabkommens vom 1. Oktober 1943, bis zum 31. Januar 1944 zu verlängern.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Bern, den 31. Dezember 1943.

gez. Hotz»

Am 29. Dezember 1943 ist von Bundespräsident Stampfli, Chef des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, und dem deutschen Gesandten in Bern, Herrn Minister Köcher, eine Siebzehnte Zusatzvereinbarung zum schweizerisch-deutschen Abkommen über den gegenseitigen Warenverkehr unterzeichnet worden, welche folgenden Wortlaut hat:

Siebzehnte Zusatzvereinbarung
zu dem deutsch-schweizerischen Abkommen über den gegenseitigen
Warenverkehr

Artikel 1.

Es gelten im Kalenderjahr 1944 weiter:

1. die Vereinbarungen nach der Anlage A (Zölle bei der Einfuhr in das deutsche Zollgebiet) über die Zölle für:
 - a) eingedickte Fleischbrühe in Pastenform (Nr. aus 113 und aus 219);
 - b) Lichtmaschinen usw. (Nr. aus 907), und
 - c) Magnetzündapparate usw. (Nr. aus 912 E);
2. die Vereinbarungen nach der Anlage B (Zölle bei der Einfuhr in das schweizerische Zollgebiet) über die Zölle für:
 - a) getrocknete Zichorienwurzeln (Nr. 57 a);
 - b) Gewebe aus Papiergarn usw. (Nr. 406 a);
 - c) Säcke usw. (NB. ad 426);
 - d) Schmirgel- und Karborundumfabrikate (Nr. 632 b), und
 - e) Blei- und Farbstifte usw. (Nr. 1155 b).

Artikel 2.

Diese Vereinbarung soll ratifiziert werden. Sie tritt am fünfzehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der in Berlin stattfinden soll, in Kraft. Sie wird aber schon vom 1. Januar 1944 ab vorläufig angewendet werden.

Bern, den 29. Dezember 1943.

3. 5. 1. 44.

Accord pour la compensation des paiements helvético-allemands

Le président de la délégation suisse et le président de la délégation allemande ont échangé le 31 décembre 1943 des lettres concernant la prorogation de l'accord sur la compensation des paiements helvético-allemands du 9 août 1940, dans la teneur du 1^{er} octobre 1943. La lettre suisse, dont le contenu est conforme à la lettre allemande, a la teneur suivante:

«Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Conseil fédéral suisse et le gouvernement allemand sont convenus de prolonger jusqu'au 31 janvier 1944 l'accord pour la compensation des paiements helvético-allemands du 9 août 1940, dans la teneur du troisième avenant du 1^{er} octobre 1943.

Veuillez agréer, Monsieur le président, les assurances de ma haute considération.

Berne, le 31 décembre 1943.

(signé) Hotz.»

Le 29 décembre 1943 a été signé entre M^r Stampfli, président de la Confédération et chef du Département fédéral de l'économie publique, et M^r Köcher, ministre d'Allemagne à Berne, le 17^{me} avenant à la convention de commerce helvético-allemande qui a la teneur suivante:

Dix-septième avenant
à la convention de commerce germano-suisse

Article premier.

Demeureront valables jusqu'au 31 décembre 1944:

1. les accords ad annexe A (droits à l'importation dans le territoire douanier allemand) concernant les droits de douane sur:
 - a) le bouillon concentré en pâte (n^{os} ex 113 et ex 219);
 - b) les appareils d'éclairage, etc. (n^o ex 907), et
 - c) les magnétos d'allumage, etc. (n^o ex 912 E);
2. les accords ad annexe B (droits à l'importation dans le territoire douanier suisse) concernant les droits de douane sur:
 - a) les racines de chicorée séchées (n^o 57 a);
 - b) les tissus en fil de papier, etc. (n^o 406 a);
 - c) les sacs, etc. (NB. ad 426);
 - d) les ouvrages en émeri et carborundum (n^o 632 b), et
 - e) les crayons noirs et de couleur (n^o 1155 b).

Article 2.

Le présent avenant sera ratifié et entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Berlin. Il sera toutefois déjà appliqué provisoirement dès le 1^{er} janvier 1944.

Berne, le 29 décembre 1943.

3. 5. 1. 44.

Nicaragua — Einfuhr und Zahlungsverkehr

Aus einer Bekanntmachung des Direktoriums des Emissionsdepartements der Nationalbank von Nicaragua an die Importeure ergibt sich folgendes:

1. Alle beim genannten Emissionsdepartement am 31. Dezember 1942 eingetragenen Bestellungen sind als annulliert zu betrachten, falls die Verschiffung nicht vor dem 1. November 1943 vorgenommen worden ist — ausgenommen die Fälle, in denen der Importeur nachweisen kann, dass er auf Rechnung der Bestellung vor dem Zeitpunkt des Entscheides des genannten Direktoriums im Ausland Vorschüsse geleistet hat. Ausserdem ist der 31. Dezember 1943 als letzter Zeitpunkt für die Verschiffung mit Bestimmung nach Nicaragua von Bestellungen festgesetzt worden, die beim erwähnten Emissionsdepartement in der Zeit vom 1. Januar 1943 bis zum Datum der Bekanntgabe des zitierten Entscheides an die Importeure in Nicaragua registriert worden sind; nach jenem Zeitpunkt werden die nicht verschifften Bestellungen als annulliert betrachtet, sofern nicht, wie im hievorigen erwähnten Falle, bereits eine Anzahlung oder Vorauszahlung ins Ausland stattgefunden hat. Ausnahmefälle haben die Importeure dem genannten Direktorium mit den entsprechenden Belegen zur Prüfung zu unterbreiten.

2. Künftig müssen die Importeure alle Einfuhrgesuche vorgängig der Einfuhr der Devisenkontrollsektion des Emissionsdepartements zum Zwecke der Erlangung einer bezüglichen Bewilligung vorlegen; wenn dieses Erfordernis nicht erfüllt wird, werden die Zollämter von Nicaragua die Ware nicht zur Einfuhr registrieren und die Banken keine Devisen zur Bezahlung abgeben; denn zur Erlangung der Einfuhr der Waren und der Devisen wird die Bewilligung des Emissionsdepartements vorgelegt werden müssen. Die Bewilligungen der Devisenkontrollkommission des Emissionsdepartements werden eine Gültigkeitsdauer von vier Monaten, berechnet vom Tage der Bewilligung bis zum Zeitpunkt der Verschiffung, haben. Diese Frist gilt auch für die Kreditbriefe, die die Bankinstitutionen mit der vorherigen Bewilligung der Devisenkontrollsektion des Emissionsdepartements eröffnen. Nach Ablauf der Gültigkeitsdauer sind die Bewilligungen als dahingefallen zu betrachten.

3. 5. 1. 44.

Verfügung Nr. 204 A/44 der Eidgenössischen Preiskontrollstelle über die Kalkulation im Schreinergerwerbe

(ohne Serien- und handwerkliche Möbel)

(Vom 5. Januar 1944)

Die Eidgenössische Preiskontrollstelle, gestützt auf die Verfügung 1 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, vom 2. September 1939, betreffend die Kosten der Lebenshaltung und den Schutz der regulären Marktversorgung, in Ersetzung ihrer Verfügung Nr. 204 A/42, vom 26. März 1942, verfügt:

A. Akkordarbeiten (Pauschalangebote)

1. Die einzelnen Faktoren der Kalkulation dürfen in der Berechnung von Offerten und Abrechnungen von Schreiner- und Glaserarbeiten maximal wie folgt eingesetzt werden:

- a) Die aufzuwendenden Materialien und Hilfsmaterialien zu den von der Eidgenössischen Preiskontrollstelle bewilligten Netto-Einstandspreisen; dazu höchstens die üblichen prozentualen Zuschläge für Verschnitt und Lagerkosten, welche letztere vom Netto-Einstandspreis errechnet maximal 10% nicht übersteigen dürfen.
- b) Soweit für die Feststellung der Baustunden nicht allgemein gültige Ansätze bestehen, darf maximal der voraussichtliche Aufwand den Berechnungen zu Grunde gelegt werden.
- c) Die am 31. August 1939 effektiv berechneten Stundenlöhne dürfen im Ausmasse der seither eingetretenen Lohnanpassungen (Teuerungszulagen), sofern diese von der Eidgenössischen Preiskontrollstelle als überwälzungsberechtigt anerkannt und tatsächlich zur Auszahlung gelangt, erhöht werden.
- d) Jede Lohnerhöhung zu Lasten eines Auftraggebers bedarf der Genehmigung der Eidgenössischen Preiskontrollstelle.
- e) Die vor dem 31. August 1939 gehandhabten prozentualen Zuschläge für Unkosten dürfen bis auf weiteres in gleicher Höhe, höchstens jedoch mit 60% berechnet, auch in zukünftigen Kalkulationen angerechnet werden. Der auf Vorkriegsbasis berechnete Zuschlag für Maschinenkosten darf keine separate Erhöhung erfahren.
- f) Auf den gesamten Selbstkosten (Material + Lohn + Unkostenzuschlag) ein Risiko- und Verdienstsatzschlag von maximal 7%.
- g) Die Verrechnung von Zuschlägen für Speditionskosten auf die Baustelle darf in ihrem effektiven Ausmasse, d. h. ohne irgendwelchen Aufschlag, erfolgen. Als Fuhrkostenverteuerung dürfen maximal die von der Eidgenössischen Preiskontrollstelle den Fuhrhaltern und Spediteuren bewilligten Aufschläge berücksichtigt werden.
- h) Die überwälzungsberechtigten Ansätze für die Warenumsatzsteuer.
- i) Die Einkalkulierung von weiteren Zuschlägen in irgend einer Form ist ohne schriftliche Bewilligung der Eidgenössischen Preiskontrollstelle nicht gestattet.

2. Die während der Bauzeit, d. h. in der Zeit zwischen Offertstellung und Abschluss der Bauschreinerarbeiten, eingetretenen Verteuerungen beschränken sich auf nachstehend aufgeführte Faktoren. Dieselben dürfen dem Bauherrn vorbehaltlich Artikel 7 dieser Verfügung separat, jedoch maximal wie folgt verrechnet werden:

- a) **Löhne.** Höchstens im Ausmasse der seit dem Zeitpunkt der Offertstellung gemäss Artikel 1, Litera c, hievon aufgeführten Lohnerhöhungen (Teuerungszulagen), sofern dieselben tatsächlich ausbezahlt worden sind. Dabei dürfen nur die Lohnerhöhungen des produktiven Betriebspersonals, welches für die betreffenden Bauarbeiten eingesetzt worden ist, in Betracht gezogen werden.
- b) **Material.** Gemäss den von der Eidgenössischen Preiskontrollstelle eventuell im Zeitpunkt zwischen Offertstellung und Auftragseingang bewilligten maximalen Aufschlägen.
- c) **Unfallversicherungsprämien.** Auf den seit dem Zeitpunkt der Offertstellung bewilligten Lohnüberwälzungen gemäss Artikel 1, Litera c, hievon.
- d) Vorstehend bewilligte Nachforderungen müssen sowohl dem Bauherrn als auch der Eidgenössischen Preiskontrollstelle nachgewiesen werden können.

B. Tagelohnarbeiten (Regiearbeiten)

3. Die vor dem 31. August 1939 tatsächlich praktizierten **Regiematerialpreise** dürfen im Ausmasse der eingetretenen, von der Eidgenössischen Preiskontrollstelle bewilligten Aufschläge erhöht werden. Auf der vor dem 31. August 1939 dem Unternehmer verbleibenden Bruttomarge darf maximal ein Zuschlag von 20% zur Deckung der kriegsbedingten Unkostenverteuerung hinzugerechnet werden.

4. Die am 31. August 1939 effektiv gehandhabten individuellen, örtlichen oder regionalen **Tagelohnstundensätze** dürfen ausser den unter Ziffer 1, Litera c, aufgeführten Lohnerhöhungen, sofern diese tatsächlich zur Auszahlung gelangt, maximal um weitere 12 Rappen erhöht werden.

5. Für **Maschinenbenützung in Regie** dürfen die entsprechenden in der Vorkriegszeit (August 1939) verrechneten Ansätze um maximal 20% erhöht werden.

C. Allgemeines

6. Tarife, die von den Berufsverbänden oder deren Sektionen berechnet und erlassen werden, sind genau nach den gemäss den Ziffern 1 bis 5 hievon festgelegten Grundsätzen aufzustellen. Sämtliche Tarife sind der Eidgenössischen Preiskontrollstelle, vorgängig einer Publikation unter Beifügung aller zur Berechnung erforderlichen Unterlagen zur Genehmigung einzusenden.

Bestehende Tarife, die höhere Ansätze enthalten, als dies bei Anwendung der vorliegenden Vorschriften der Fall wäre, müssen neu berechnet, respektiv korrigiert werden.

7. Diese Verfügung berechtigt nicht zur Aufhebung oder Abänderung laufender Verträge; deren Erfüllung richtet sich nach den getroffenen Vereinbarungen und den zivilrechtlichen Bestimmungen.

8. Die Bestimmungen des Artikels 2, Litera a, der Verfügung 1 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, vom 2. September 1939,

betreffend die Kosten der Lebenshaltung und den Schutz der regulären Marktversorgung bleiben vorbehalten. Daraus ist es untersagt, für irgendwelche Leistungen Gegenleistungen zu fordern oder anzunehmen, die unter Berücksichtigung der branchenüblichen Selbstkosten einen mit der allgemeinen Wirtschaftslage unvereinbaren Gewinn verschaffen würden.

9. Widerhandlungen gegen diese Verfügung werden nach den Strafbestimmungen des Bundesratsbeschlusses vom 24. Dezember 1941 über die Verschärfung der kriegswirtschaftlichen Strafbestimmungen und deren Anpassung an das Schweizerische Strafgesetzbuch bestraft. Ferner wird verwiesen auf den Bundesratsbeschluss vom 12. November 1940 betreffend die vorsorgliche Schliessung von Geschäften, Fabrikationsunternehmen und andern Betrieben sowie auf die Verfügung Nr. 3 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, vom 18. Januar 1940, betreffend Beschlagnahme und Verkaufszwang.

10. Diese Verfügung tritt am 5. Januar 1944 in Kraft. Gleichzeitig wird die Verfügung Nr. 204 A/42, vom 26. März 1942, aufgehoben.

Die vor dem Inkrafttreten der vorliegenden Verfügung eingetretenen Tatbestände werden auch fernerhin gemäss den bisherigen Bestimmungen beurteilt.

3. 5. 1. 44.

Prescriptions n° 204 A/44 du Service fédéral du contrôle des prix concernant le calcul des prix pour la menuiserie

(à l'exclusion des meubles de l'artisanat ou fabriqués en série)

(Du 5 janvier 1944)

Le Service fédéral du contrôle des prix, vu l'ordonnance 1 du Département fédéral de l'économie publique, du 2 septembre 1939, concernant le coût de la vie et les mesures destinées à protéger le marché, pour remplacer ses prescriptions n° 204 A/42, du 26 mars 1942, prescrit:

A. Travaux à la tâche (offres à forfait)

1. Pour calculer les offres et les décomptes des travaux de menuiserie, on peut tenir compte des divers facteurs dans les limites indiquées ci-dessous:

- a) Les matériaux et les matières auxiliaires aux prix de revient nets, approuvés par le Service fédéral du contrôle des prix. Les pourcentages habituels pour les déchets et les frais d'entrepôt peuvent y être ajoutés, mais ne doivent pas dépasser 10% du prix de revient net.
- b) En tant que des taux généralement valables ne sont pas fixés pour déterminer les heures de construction, on peut tenir compte dans les calculs, au maximum, du nombre d'heures probable.
- c) Les salaires horaires effectivement portés en compte le 31 août 1939 peuvent être augmentés des ajustements intervenus depuis cette date (allocations de renchérissement), pour autant que ceux-ci ont été effectivement payés et que le Service fédéral du contrôle des prix en a autorisé le transfert.
- d) Toute augmentation de salaire à la charge d'un commettant est subordonnée à l'approbation du Service fédéral du contrôle des prix.
- e) Les pourcentages des suppléments pour les frais, appliqués avant le 31 août 1939, peuvent être maintenus dans les nouveaux calculs, à condition qu'ils ne dépassent pas 60%. Le supplément de frais pour les machines, calculé sur la base d'avant-guerre, ne doit pas subir une augmentation séparée.
- f) Un supplément maximum de 7% pour les risques et le bénéfice sur le total du prix de revient (matériel + salaires + supplément pour frais).
- g) Les suppléments pour frais d'expédition au chantier peuvent être portés en compte pour leur montant effectif, c'est-à-dire sans aucun supplément. Seuls les taux approuvés pour les camionneurs et les expéditeurs par le Service fédéral du contrôle des prix peuvent être pris en considération pour le renchérissement des frais de camionnage.
- h) Les taux qui peuvent être transférés pour l'impôt sur le chiffre d'affaires.
- i) Il ne peut être tenu compte d'aucun autre supplément quelconque sans une autorisation écrite du Service fédéral du contrôle des prix.

2. Les renchérissements intervenus pendant la durée de la construction, c'est-à-dire entre le moment de l'offre et la fin des travaux de menuiserie, sont limités aux facteurs énumérés ci-dessous. Ils peuvent être facturés séparément au maître d'ouvrage, sous réserve de l'article 7 de ces prescriptions, sans qu'ils dépassent cependant les limites suivantes:

- a) **Salaires.** Dans les limites des augmentations (allocations de renchérissement) effectivement payées depuis le moment de l'offre, selon article 1, lettre c. Seules les augmentations de salaires du personnel d'exploitation productif, occupé aux travaux en question, peuvent être prises en considération.
- b) **Matériel.** Selon les suppléments maximums éventuellement approuvés par le Service fédéral du contrôle des prix entre le moment de l'offre et celui de l'ordre d'exécution.
- c) **Primes d'assurance-accidents.** Les transferts de salaires autorisés depuis le moment de l'offre, selon article 1, lettre c, ci-dessus.
- d) La preuve de ces demandes supplémentaires autorisées doit être fournie aussi bien au maître d'ouvrage qu'au Service fédéral du contrôle des prix.

B. Travaux en régie

3. Les prix des matériaux de régie, effectivement pratiqués avant le 31 août 1939, peuvent être augmentés des suppléments approuvés par le Service fédéral du contrôle des prix. La marge brute dont bénéficiait l'entrepreneur avant le 31 août 1939 peut être augmentée de 20% au maximum, pour couvrir le renchérissement des frais occasionné par la guerre.

4. Les taux horaires de régie individuels, locaux et régionaux, appliqués le 31 août 1939, peuvent subir une nouvelle augmentation de 12 centimes, à l'exception des augmentations de salaires mentionnés au chiffre premier, lettre c, pour autant qu'elles sont effectivement payées.

5. Les taux appliqués avant la guerre (août 1939) pour l'utilisation des machines en régie peuvent être relevés de 20% au maximum.

C. Dispositions générales

6. Les tarifs, établis et publiés par les associations professionnelles ou par leurs sections, doivent être basés exactement sur les chiffres 1 à 5 des présentes prescriptions. Tous les tarifs doivent être soumis, avant leur publication, à l'approbation du Service fédéral du contrôle des prix, accompagnés de tous les documents permettant le contrôle des calculs.

Les tarifs existants, contenant des taux supérieurs à ceux qui sont obtenus en appliquant les dispositions précitées, doivent être calculés à nouveau ou rectifiés.

7. Les contrats en vigueur ne sont pas touchés par les présentes prescriptions; leur exécution est réglée par les arrangements intervenus et les dispositions du droit civil.

8. Demeurent réservées les dispositions de l'article 2, lettre a, de l'ordonnance 1 du Département fédéral de l'économie publique, du 2 septembre 1939, concernant le coût de la vie et les mesures destinées à protéger le marché, interdisant d'exiger ou d'accepter, à l'intérieur du pays, des prix qui — compte tenu des prix de revient usuels — procureraient des bénéfices incompatibles avec la situation économique générale.

9. Quiconque contrevient aux présentes prescriptions est passible des sanctions prévues à l'arrêté du Conseil fédéral du 24 décembre 1941 aggravant les dispositions pénales en matière d'économie de guerre et les adaptant au Code pénal suisse. Sont également applicables l'arrêté du Conseil fédéral du 12 novembre 1940, concernant la fermeture préventive des locaux de vente et d'ateliers, des entreprises de fabrication et d'autres exploitations, et l'ordonnance n° 3 du Département fédéral de l'économie publique du 18 janvier 1940 concernant le séquestre et la vente forcée.

10. Les présentes prescriptions entrent en vigueur le 5 janvier 1944. Simultanément, les prescriptions n° 204 A/42, du 26 mars 1942, sont rapportées.

Les faits intervenus avant la promulgation des présentes prescriptions seront jugés d'après les dispositions précédemment en vigueur. 3. 5. 1. 44.

**Prescrizione N. 204 A/44 dell'Ufficio federale di controllo dei prezzi
concernente il calcolo dei prezzi per i lavori da falegname
(eccettuati i mobili fabbricati in serie e dell'artigianato)**

(Del 5 gennaio 1944)

L'Ufficio federale di controllo dei prezzi, vista l'ordinanza 1 del Dipartimento federale dell'economia pubblica, del 2 settembre 1939, concernente il costo della vita e le misure per proteggere l'approvvigionamento regolare del mercato, in sostituzione della sua prescrizione N. 204 A/42, del 26 marzo 1942, prescrive:

A. Lavori a cottimo (offerte in blocco)

1. Per la calcolazione di offerte e la fatturazione di lavori da falegname, i singoli fattori possono essere calcolati al massimo come segue:

- Le materie gregge e ausiliarie impiegate, ai prezzi di costo netti autorizzati dall'Ufficio federale di controllo dei prezzi. In più possono essere computati al massimo i supplementi percentuali usuali per taglio e spese di deposito; quest'ultima, calcolata dal prezzo di costo netto, non devono superare al massimo 10%.
- In quanto non esistono delle quote vigenti in via generale per la determinazione delle ore di costruzione, si potrà prendere come base per il calcolo il tempo presumibilmente necessario per l'esecuzione del lavoro.
- Le paghe orarie effettivamente calcolate al 31 agosto 1939 possono essere maggiorate nella misura degli adeguamenti dei salari subentrati d'allora (supplementi di rincaro), in quanto questi siano riconosciuti dall'Ufficio federale di controllo dei prezzi come trasferibili e vengano effettivamente pagati.
- Qualsiasi aumento di salario a carico di un committente di lavori è subordinato all'autorizzazione dell'Ufficio federale di controllo dei prezzi.
- I supplementi percentuali applicati avanti il 31 agosto 1939 per spese generali possono essere conteggiati fino a nuovo avviso nella stessa misura anche nei calcoli futuri, al massimo però con 60%. Il supplemento calcolato sulla base d'anteguerra per costo di macchinario non deve subire alcun aumento separato.
- Sui prezzi di costo complessivi (materiale + salario + supplemento per spese generali), un margine di rischio e utile di al massimo 7%.
- Il computo di supplementi per spese di spedizione sul cantiere deve essere fatto nella sua misura effettiva, vale a dire senza alcun aumento. Come rincaro delle spese di trasporto per carro non si può tener conto che degli aumenti accordati dall'Ufficio federale di controllo dei prezzi ai vetturali e agli spedizionieri.
- Le quote trasferibili dell'imposta sulla cifra d'affari.
- È vietato di computare ulteriori supplementi sotto qualsiasi forma, senza un'autorizzazione scritta dell'Ufficio federale di controllo dei prezzi.

2. I rincari subentrati durante il periodo di lavorazione, vale a dire fra la data dell'offerta a quella a costruzione ultimata, si limitano ai fattori indicati qui appresso. I rincari possono essere fatturati separatamente al committente, al massimo però come segue:

- Salari.** Tutt'al più nella misura degli aumenti di paga (supplementi di rincaro) subentrati dalla data dell'offerta, conformemente all'articolo 1, lettera c, precitato, in quanto gli stessi siano stati effettivamente pagati. Non potranno essere tuttavia presi in considerazione che gli aumenti di paga del personale produttivo dell'azienda impiegato per i rispettivi lavori di costruzione.
- Materiale.** Secondo gli aumenti massimi eventuali accordati dall'Ufficio federale di controllo dei prezzi fra la data dell'offerta e quella dell'ordinazione.
- Premi per assicurazione contro gli infortuni.** Sui trasferimenti delle paghe autorizzati dalla data dell'offerta, conformemente all'articolo 1, lettera c, di cui sopra.
- Gli elementi di spese summenzionati devono poter essere dimostrati sia al committente del lavoro che all'Ufficio federale di controllo dei prezzi.

B. Lavori a paga giornaliera (lavori in regia)

3. I prezzi del materiale per lavori in regia effettivamente praticati avanti il 31 agosto 1939 possono essere maggiorati nella misura degli aumenti subentrati, autorizzati dall'Ufficio federale di controllo dei prezzi. Il margine lordo che rimaneva all'impresario avanti il 31 agosto 1939 può essere maggiorato di un supplemento del 20% per coprire il rincaro delle spese generali.

4. Le quote orarie in regia, effettivamente applicate individualmente, per località o per regioni avanti il 31 agosto 1939, possono essere maggiorate, al massimo, di altri 12 cent. oltre agli aumenti di paga di cui all'articolo 1, lettera c, precitato, in quanto questi vengano effettivamente versati.

5. Per l'impiego in regia del macchinario, le rispettive aliquote contegiate prima della guerra possono essere aumentate di al massimo 20%.

C. Disposizioni generali

6. Le tariffe calcolate e applicate dalle associazioni professionali o loro sezioni devono essere allestite esattamente secondo le norme stabilite agli articoli da 1 a 5 della presente prescrizione. Tutte le tariffe devono essere sottoposte per esame all'Ufficio federale di controllo dei prezzi prima della loro pubblicazione, allegando tutti i documenti giustificativi necessari alla calcolazione.

Le tariffe in vigore che contengono delle quote più alte di quelle risultanti dall'applicazione delle presenti disposizioni devono essere nuovamente calcolate, rispettivamente rettificate.

7. La presente prescrizione non autorizza la soppressione o modifica dei contratti di fornitura in corso, i quali vanno evasi secondo gli accordi pattuiti e le disposizioni di diritto civile.

8. Restano riservate le disposizioni dell'articolo 2, lettera a, dell'ordinanza 1 del Dipartimento federale dell'economia pubblica, del 2 settembre 1939, concernente il costo della vita e le misure per proteggere l'approvvigionamento regolare del mercato, secondo le quali è vietato di esigere o accettare, per qualsiasi prestazione, dei compensi che procurino un profitto incompatibile con la situazione economica generale, tenuto conto del prezzo di costo usuale nel ramo.

9. Chiunque contravviene a questa prescrizione incorre nelle sanzioni previste dal decreto del Consiglio federale del 24 dicembre 1941 concernente l'inasprimento delle disposizioni penali in materia di economia di guerra e il loro adattamento al Codice penale svizzero. Rimandiamo inoltre al decreto del Consiglio federale del 12 novembre 1940 concernente la chiusura, a titolo precauzionale, di negozi, laboratori, fabbriche ed altre aziende, nonché all'ordinanza N. 3 del Dipartimento federale dell'economia pubblica, del 18 gennaio 1940, in merito al sequestro ed alla vendita forzata.

10. La presente prescrizione entra in vigore il 5 gennaio 1944. È abrogata alla stessa data la prescrizione N. 204 A/42, del 26 marzo 1942.

I fatti verificatisi prima della promulgazione di questa prescrizione saranno giudicati in base alle disposizioni vigenti finora. 3. 5. 1. 44.

Schweizerische Nationalbank — Banque nationale suisse

Ausweis vom 31. Dezember 1943 — Situation au 31 décembre 1943

Aktiven — Actif	Fr.	Veränderungen seit dem letzten Ausweis	
		Changements depuis la dernière situation	Fr.
1. Goldbestand — Encaisse or	4 172 653 196.05	+	152 825 255.25
2. Devisen — Disponibilités à l'étranger	67 357 514.55	+	6 632 539.88
deckungsfähige — pouvant servir de couverture andere — autres	15 611 797.58	+	—
3. Inlandportfeuille — Portefeuille effets Suisse Wechsel — Effets de change	92 701 307.80	+	36 101 983.20
Schatzanweisungen — Rescriptions	400 000. —	+	—
4. Wechsel der Darlehenskasse der Eidgenossenschaft Effets de la Caisse de prêts de la Confédération	300 000. —	+	100 000. —
5. Lombardvorschüsse mit 10tägiger Kündigungsfrist Avances sur nantissement dénonçables à 10 jours andere Lombardv. — autres avances sur nant.	18 394 304.42	+	2 019 713.47
6. Wertschriften — Titres	64 455 781. —	—	—
7. Korrespond. im Inland — Corresp. en Suisse	14 192 081.05	+	8 208 842.16
8. Sonstige Aktiven — Autres postes de Passif	132 512 381.61	—	77 927 250.61
Zusammen — Total	4 578 578 364.06		
Passiven — Passif			
1. Eigene Gelder — Fonds propres	41 000 000. —	—	—
2. Notenumlauf — Billets en circulation	3 048 481 440. —	+	51 672 075. —
3. Tägt. fäll. Verbindlichkeiten — Engagements à vue	1 239 489 095.29	+	73 843 507.09
4. Sonstige Passiven — Autres postes du passif	249 607 828.77	+	2 445 501.26
Zusammen — Total	4 578 578 364.06		
Diskontsatz 1½ % seit 26. Nov. 1936 Lombardzinsfuß 2½ % seit 26. Nov. 1936			
Taux d'escompte 1½ % dep. le 26 nov. 1936 Taux pour avanc. 2½ % dep. le 26 nov. 1936			
8. 5. 1. 44.			

Redaktion:

Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements in Bern

Société immobilière le Goéland B

L'assemblée générale ordinaire

aura lieu le 21 janvier, à 4 heures, en l'étude des notaires Cart et Rochat, où le projet de bilan et le rapport du contrôleur des comptes peuvent être consultés. 1, 2

Société immobilière de la Dôle B

L'assemblée générale ordinaire

aura lieu le samedi 22 janvier courant, à 11 heures, au bureau des notaires Cart et Rochat, où le projet de bilan et le rapport du contrôleur des comptes peuvent être consultés. L 1

EIDGENÖSSISCHE

VERSICHERUNGS-AKTIE-GESELLSCHAFT
 Feuer-, Einbruch-, Wasser-,
 Leitung-, Glas-, Auto-Kasko-,
 Transport-, Valoren-,
 Kredit-, Kautions-
 ZÜRICH
 Gegr. 1881

VERSICHERUNGEN

Uster- Lagerkontrollen

geben bei kleinem Arbeitsaufwand
 rasch und zuverlässig Auskunft über
 Eingang, Ausgang und Bestand an
 Materialien, Halb- und Fertigfabri-
 katen, nach Menge und Wert.

Bitte Prospekte 7/2 verlangen.

E. KELLER AG.

Spezialfabrik für Buchhaltung
 und Organisation

Tel. (051) 95 90 51 **USTER**



Kaufmann, 30jährig, sehr gut präsentierend,
 gewandter Unterhändler, mit eidgenössischer Ma-
 turität, Praxis in leitender Stellung und in Treu-
 handbüro, sucht Stelle an verantwortungsvollen
 Posten als

Geschäftsführer oder Stütze des Chefs

Offerten erbeten unter Chiffre **HAB 104-1** an
Publicitas Bern.



Drucksache
 Nr. 1033
 verlangen!

Tel. 3 46 80

Occasionen von Büro-Möblier
 schreiben Sie vorteilhaft
 im Schweiz. Handelsamts-
 blatt aus, da Sie mit die-
 sem Organ direkt an die
 Geschäftswelt gelangen.

Inserate im SHAB.
 haben besten Erfolg!



Zwei alte Zürcher - im Schritt mit der neuen Zeit

Heute — im 75sten Jahre des Bestehens
 unserer Firma — rufen wir die zwei alten
 Zürcher, unsere Marke, die gegen Ende des
 letzten Weltkrieges entstanden ist, zu
 neuem Leben. R, der Junior, und N, der
 Senior, werden an dieser Stelle Fragen
 über Organisation, Umstellungen im Büro,
 Klassierung, Registratur, Lagerkontrolle,
 Buchhaltung, Möbel, Verkauf usw. erörtern.
 Nicht immer ist der praktisch erfahrene,
 bejahrte Senior mit dem draufgängerischen
 Junior einverstanden.

Verfolgen Sie ihre Zwiegespräche; mischen
 Sie sich auch selbst ein und schreiben Sie
 uns, wenn Sie nicht einverstanden sind.

Rüegg-Naegeli
 ZÜRICH 1 BAHNHOFSTR. 22 TEL. 3 87 08
 SPEZIALHAUS FÜR BÜROEINRICHTUNG + SCHREIBWAREN

Zwei alte Zürcher im Schritt mit der neuen Zeit

MD

Rheintalische Creditanstalt Altstätten - Au - St. Margrethen

Gegründet 1874

Aktienkapital und Reserven: Fr. 5 000 000

Wir kündigen hiermit unsere eämtlichen kündbaren und bis und mit
 31. Dezember 1944 kündbar werdenden

zu 3 % und höher verzinslichen Obligationen unserer Bank
 auf die vertragliche Frist von 6 Monaten. Nach Ablauf der Kündigungsfrist
 hört die Verzinsung auf.

Bis auf weiteres offerieren wir die

**Konversion zu 3 % auf 3 1/2 bis 4 1/2 Jahre
 3 1/2 % auf 5 1/2 Jahre**

mit nachheriger sechsmonatiger Kündigungsfrist. Soweit Konvenienz, gelten
 diese Bedingungen auch für Neuanlagen.

Altstätten, den 4. Januar 1944.

Die Direktion.

Schweizerischer Industrie-Konzern sucht für seine Zentralverwal-
 tung eine talentierte, schaffensfreudige

kaufmännische Kraft,

befähigt zu selbständigem Arbeiten in Innen- und Außendienst.
 Alter: 30 bis 40 Jahre.

Weitere Erfordernisse: Auslandserfahrung,
 Sprachkenntnisse, Gewandtheit im schriftlichen und mündlichen
 Verkehr und technisches Verständnis.

Geboten wird: Vielseitiger, entwicklungsfähiger Poeten
 mit entsprechender Salarierung.

Ausführliche Offerten mit curriculum vitae und Bild, unter An-
 gabe von Referenzen, sind zu richten unter Chiffre **HAB 102**
 an **Publicitas Bern.**

L 3

Steuer-Experte Ed. Aeberli

Bern - Aarberggasse 45 - Telefon 2 31 20

bekannt für schwierige Steuerfragen, insbesondere
 Kriegsgewinnsteuer, Nach- und Strafsteuer, Amnestie,
 Steuerbeweismittel, Bilanz und Steuer usw.

25 Jahre Praxis — Erstklassige Referenzen

489

Für das neue Geschäftsjahr



RECTA-BUCHHALTUNG

Stets bilanzfertig durch die automatische und fort-
 laufende Erstellung des Hauptbuches.

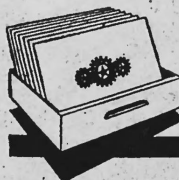
Die Abschlussarbeiten werden dadurch auf ein Mini-
 mum reduziert.

Kein zeitraubendes Punktieren, da jeder Beleg gleich-
 zeitig auf Journal und Verkehrsblanz durchgeschrie-
 ben wird.

RECTA gibt nicht nur detaillierte Auskünfte, sondern
 auch eine fortlaufende Gesamtübersicht durch
 zwangsläufige Gruppierung ohne separate Journale.

Ob Fabrik oder Handel, RECTA ist die zweckmässige
 Buchhaltung.

Jetzt — vor Beginn des neuen Geschäftsjahres
 müssen Sie sich die RECTA-Buchhaltung vorführen
 lassen.



Generalvertretung
 für die Schweiz

E.W. STEIGER AG ZÜRICH

BAHNHOFSTR. 52 TEL. 7 97 38